



Eurobaromètre Standard 85

Printemps 2016

Premiers résultats

L'opinion publique dans l'Union européenne

Terrain
Mai 2016
Publication
Juillet 2016

Etude commandée et coordonnée par la Commission européenne,
Direction générale Communication

Le présent document ne représente pas le point de vue de la Commission européenne.
Les interprétations et opinions qu'il contient n'engagent que les auteurs.

Eurobaromètre Standard 85 – Vague EB85.2 – TNS opinion & social

Eurobaromètre Standard 85

Printemps 2016

Premiers résultats

L'opinion publique dans l'Union européenne

Terrain : mai 2016

Etude réalisée par TNS opinion & social à la demande de la Commission européenne,
Direction générale Communication

Etude coordonnée par la Commission européenne, Direction générale Communication
(DG COMM Unité « Stratégie, actions de communication corporate et Eurobaromètre »)

Numéro du projet	2016.5319
Titre du projet	Eurobaromètre Standard 85 – Printemps 2016 « L'opinion publique dans l'Union européenne, premiers résultats »
Version linguistique	FR
Numéro de catalogue	NA-04-16-629-FR-N
ISBN	978-92-79-60607-6 doi:10.2775/000650
© Union européenne, 2016	

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	2
I. LES PRINCIPALES PRÉOCCUPATIONS DES EUROPÉENS	5
1 Principales préoccupations au niveau européen : évolutions	5
2 Principales préoccupations au niveau européen : résultats nationaux	7
3 Principales préoccupations au niveau national : évolutions	9
4 Principales préoccupations au niveau national : résultats nationaux	11
5 Principales préoccupations au niveau personnel : résultats nationaux	13
II. LES EUROPÉENS ET LES INSTITUTIONS POLITIQUES	15
1 Confiance dans les gouvernements et parlements nationaux et dans l'Union européenne : tendance	15
2 Image de l'Union européenne : tendance	16
3 Image de l'Union européenne : résultats nationaux	17
4 Ma voix compte dans l'Union européenne : tendance	19
5 Ma voix compte dans l'Union européenne : résultats nationaux	20
6 Le futur de l'Union européenne : tendance	21
7 Le futur de l'Union européenne : résultats nationaux	22
III. LA SITUATION ÉCONOMIQUE	23
1 Situation actuelle de l'économie au niveau national : résultats nationaux et évolutions	23
2 Impact de la crise sur l'emploi : tendance	26
3 Impact de la crise sur l'emploi : résultats nationaux et évolutions	27
IV. PRIORITÉS POLITIQUES DE L'UNION EUROPÉENNE	29
1 Stimuler les investissements	29
2 Le marché numérique unique	31
3 L'Union de l'énergie	32
4 Marché intérieur : libre circulation	33
5 Soutien en faveur de l'euro	34
6 Soutien en faveur d'un accord de libre-échange et d'investissement entre l'Union européenne et les Etats-Unis	36
7 Les questions de migration	37
8 L'Union européenne comme acteur mondial	39
V. LA CITOYENNETÉ EUROPÉENNE	40
1 Le sentiment de citoyenneté de l'Union européenne : résultats nationaux	40
2 Les résultats les plus positifs de l'Union européenne : évolutions	41
CONCLUSION	43
ANNEXES	
Spécifications techniques	

INTRODUCTION

Ce rapport présente les premiers résultats obtenus dans le cadre de l'enquête Eurobaromètre Standard du printemps 2016 (EB85), réalisée entre le 21 et le 31 mai 2016 dans 34 pays ou territoires¹ : les 28 Etats membres de l'Union européenne (UE), cinq pays candidats (l'ancienne République yougoslave de Macédoine, la Turquie, le Monténégro, la Serbie et l'Albanie) et la communauté chypriote turque dans la partie du pays qui n'est pas contrôlée par le Gouvernement de la République de Chypre.

Ce rapport « Premiers résultats » fournit une sélection de données sur des sujets tels que la situation politique européenne et l'économie. Il se concentre sur les résultats obtenus dans les 28 Etats membres de l'Union européenne, et est publié conjointement aux résultats de l'enquête Eurobaromètre Standard, qui sont repris dans un document annexe. Le « rapport complet » présentera l'ensemble des résultats de l'Eurobaromètre Standard.

L'enquête du printemps 2016 a été réalisée peu après la publication, par la Commission européenne, des prévisions économiques du printemps 2016², qui se sont avérées contrastées : si le chômage poursuit sa baisse, la croissance du PIB prévue pour 2016 est inférieure au taux de croissance officiel pour l'année 2015. La croissance économique devrait rester modeste et atteindre 1,8% dans l'Union européenne et 1,6% dans la zone euro³.

Le chômage a continué à reculer tant dans l'UE dans son ensemble que dans la zone euro : le taux de chômage est passé sous le seuil des 9% dans l'UE28, pour la première fois depuis 2009 (il atteint 8,7%, contre 9,6% en avril 2015, soit une baisse de 0,9 point de pourcentage)⁴. Une baisse du même ordre peut être observée dans la zone euro (10,2% de chômage, contre 11,0% en avril 2015, soit -0,8).

Après les sommets atteints en août, septembre et octobre 2015, le nombre de personnes qui sont entrées en Europe a baissé mois après mois⁵. Le 18 mars 2016, les chefs d'Etat et de gouvernement de l'UE ont signé un accord avec la Turquie dans le but de stopper le flux de l'immigration irrégulière vers l'Union européenne via la Turquie.

Depuis l'enquête Eurobaromètre Standard de l'automne 2015, Bruxelles a été frappée par des attaques terroristes meurtrières, le 22 mars 2016, dans la station de métro Maelbeek et à l'aéroport de Bruxelles-Zaventem, qui ont succédé aux attaques de Paris et de Copenhague en 2015. Des élections législatives se sont tenues en Espagne, en Irlande et en Slovaquie et des élections présidentielles ont eu lieu au Portugal et en Autriche. Des élections législatives se sont également tenues à Chypre le 22 mai 2016, juste après le début du travail de terrain.

¹ Veuillez consulter les spécifications techniques pour connaître les dates exactes des entretiens dans chaque pays.

² http://ec.europa.eu/economy_finance/publications/eeip/pdf/ip025_en.pdf

³ <http://ec.europa.eu/eurostat/tgm/table.do?tab=table&init=1&language=fr&pcode=tec00115&plugin=1>

⁴ <http://ec.europa.eu/eurostat/documents/2995521/7412096/3-31052016-AP-FR.pdf/fcebec1b-7f03-403b-8f3a-f0e2cba393ee>

⁵ <http://data.unhcr.org/mediterranean/regional.php>

Le 3 décembre 2015, les Danois se sont prononcés, par référendum, contre les règles européennes en matière de coopération transfrontalière. Aux Pays-Bas, le 6 avril 2016, les Néerlandais ont rejeté, également par l'intermédiaire d'un référendum, l'accord d'association entre l'Ukraine et l'UE. Le travail de terrain s'est déroulé en même temps que la campagne pour le référendum relatif à l'appartenance du Royaume-Uni à l'UE, qui s'est déroulé le 23 juin 2016, trois semaines après la fin du travail de terrain.

La méthodologie utilisée est celle des enquêtes Eurobaromètre Standard de la Direction générale Communication (Unité « Stratégie, actions de communication corporate et Eurobaromètre »)⁶. La même méthodologie a été appliquée dans l'ensemble des pays et territoires couverts par l'enquête. Une note technique relative aux entretiens réalisés par les instituts du réseau TNS Opinion & Social est présentée en annexe à ce rapport. Elle précise également les intervalles de confiance⁷.

Note : Dans ce rapport, les pays sont désignés par leur abréviation officielle. Les abréviations utilisées dans ce rapport sont les suivantes :

Belgique	BE	Lituanie	LT
Bulgarie	BG	Luxembourg	LU
République tchèque	CZ	Hongrie	HU
Danemark	DK	Malte	MT
Allemagne	DE	Pays-Bas	NL
Estonie	EE	Autriche	AT
Irlande	IE	Pologne	PL
Grèce	EL	Portugal	PT
Espagne	ES	Roumanie	RO
France	FR	Slovénie	SI
Croatie	HR	Slovaquie	SK
Italie	IT	Finlande	FI
République de Chypre	CY*	Suède	SE
Lettonie	LV	Royaume-Uni	UK
Communauté chypriote turque			CY (tcc)
Albanie	AL	Turquie	TR
Monténégro	ME	Serbie	RS
Ancienne République yougoslave de Macédoine			MK**
Union européenne – moyenne pondérée pour les 28 Etats membres			UE28
BE, FR, IT, LU, DE, AT, ES, PT, IE, NL, FI, EL, EE, SI, CY, MT, SK, LV, LT			Zone euro
BG, CZ, DK, HR, HU, PL, RO, SE, UK			Hors zone euro

* Chypre dans son ensemble est l'un des 28 Etats membres de l'Union européenne. Cependant, l'« acquis communautaire » a été suspendu dans la partie du pays qui n'est pas contrôlée par le Gouvernement de la République de Chypre. Pour des raisons pratiques, seuls les entretiens réalisés dans la partie du pays sous contrôle du Gouvernement de la République de Chypre sont inclus dans la catégorie « CY » et dans la moyenne de l'UE28.

** Abréviation provisoire ne préjugant pas de la nomenclature définitive de ce pays qui sera convenue après la conclusion de négociations actuellement en cours aux Nations unies.

Nous souhaitons remercier l'ensemble des personnes interrogées dans l'Union européenne qui ont pris le temps de participer à cette enquête.

Sans leur participation active, cette étude n'aurait pas été possible.

⁶ <http://ec.europa.eu/COMMFrontOffice/PublicOpinion/index.cfm/General/index>

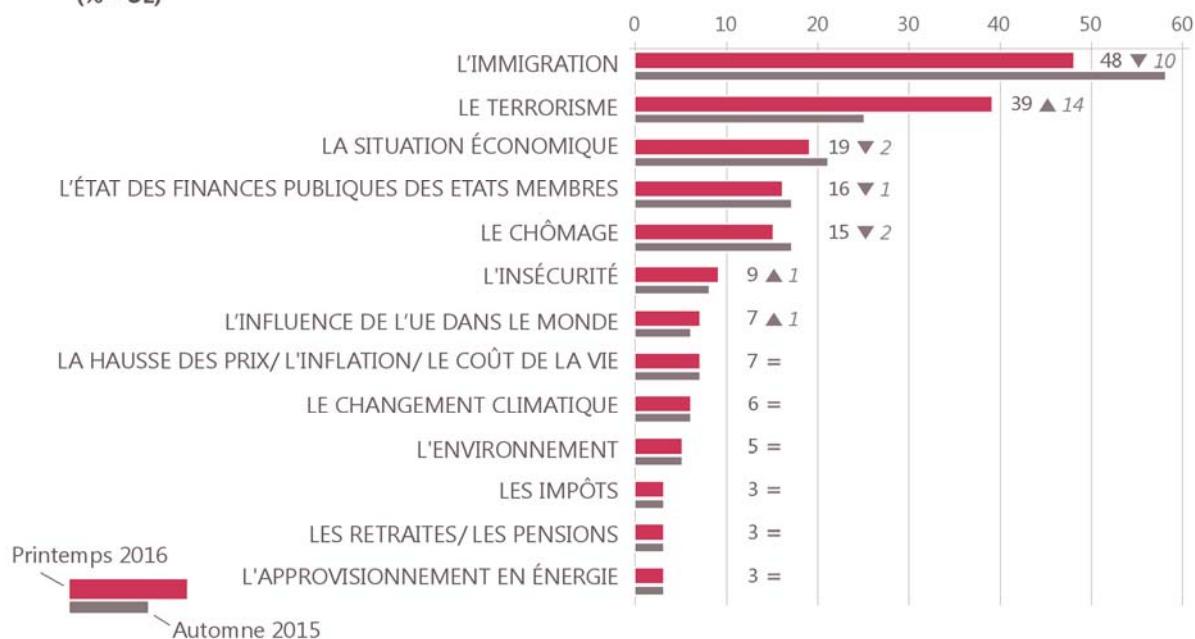
⁷ Les tableaux de résultats se trouvent en annexe. Il convient de noter que le total des pourcentages présentés dans les tableaux de ce rapport peut dépasser 100% lorsque la personne interrogée a la possibilité de donner plusieurs réponses à une même question.

I. LES PRINCIPALES PRÉOCCUPATIONS DES EUROPÉENS

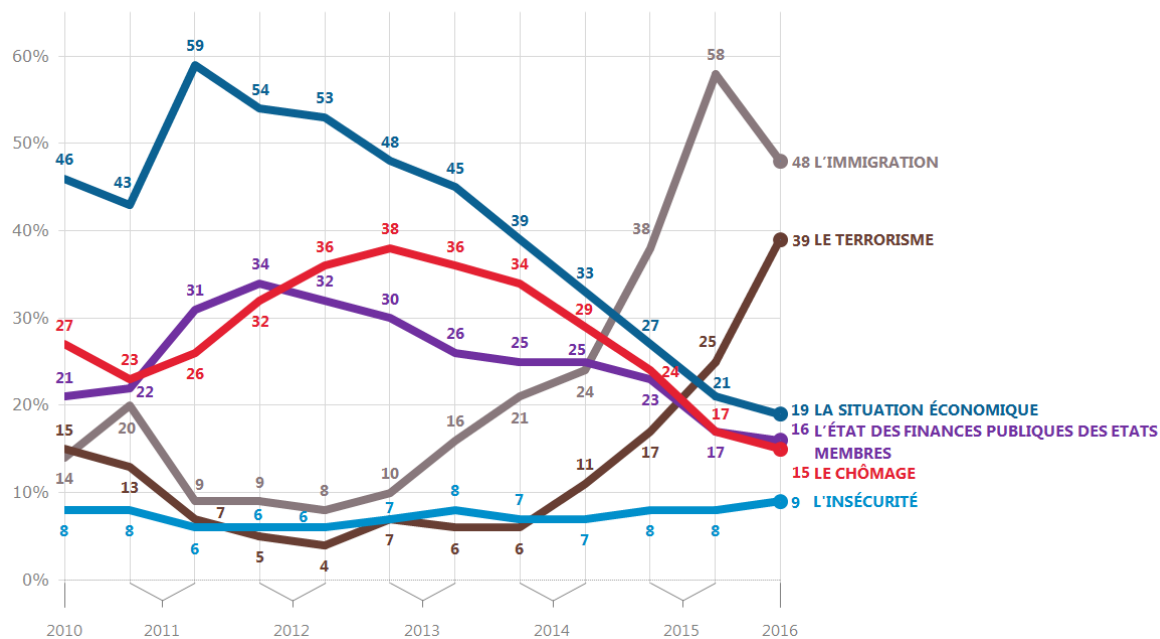
1 Principales préoccupations au niveau européen : évolutions

Les migrations et le terrorisme arrivent largement en tête des principales préoccupations des Européens au niveau de l'UE. Près de la moitié des Européens considèrent que **l'immigration** constitue l'un des deux principaux problèmes auxquels doit faire face l'UE actuellement (48%) ; cet item perd toutefois dix points de pourcentage par rapport à l'enquête précédente de l'automne 2015, après avoir progressé de 20 points entre le printemps et l'automne 2015. C'est la première fois depuis le printemps 2013 que les références à l'immigration reculent. Après une progression de 14 points, **le terrorisme** est désormais cité par 39% des Européens et consolide ainsi sa position de seconde préoccupation la plus importante. Il progresse ainsi pour la quatrième fois d'affilée depuis l'automne 2014 (où il atteignait 6%, soit une hausse de 33 points). **La situation économique** (19%, -2) occupe la troisième place. Depuis le printemps 2012, cet item a reculé de manière continue (59% à l'automne 2011, soit une baisse de 40 points).

QA5 A votre avis, quels sont les deux problèmes les plus importants auxquels doit faire face l'UE actuellement ?
(% - UE)



QAS A votre avis, quels sont les deux problèmes les plus importants auxquels doit faire face l'UE actuellement ?
(% - UE)



2 Principales préoccupations au niveau européen : résultats nationaux






























Evoquée par 48% des citoyens au niveau de l'UE, **l'immigration fait partie des deux principales préoccupations dans l'ensemble des Etats membres, à l'exception du Portugal**. Dans 20 Etats membres (contre 27 à l'automne 2015), elle est toujours considérée comme le principal problème auquel l'UE doit faire face, et notamment en Estonie (73%), au Danemark (71%), en République tchèque, en Lettonie et en Hongrie (67% dans ces trois pays). Dans les autres Etats membres, à l'exception du Portugal, l'immigration est considérée comme le deuxième problème le plus important auquel l'UE doit faire face.

Après une forte progression de 14 points de pourcentage, **le terrorisme** est désormais mentionné par 39% des Européens. **Le terrorisme fait partie des deux principales préoccupations dans l'ensemble des Etats membres, à l'exception de la Grèce**. Il arrive en tête dans huit Etats membres – en Irlande (50%), à Chypre (50%), en Roumanie (49%), en Croatie (48%), au Luxembourg (47%), au Portugal (40%), en France (39%) et en Espagne (35%) – et se trouve en seconde position dans 19 pays.

Citée par 19% des citoyens, **la situation économique** occupe la troisième place au niveau de l'UE. Elle atteint les proportions les plus élevées en Grèce (35%), où elle est considérée comme le deuxième problème le plus important, en Espagne (29%), à Chypre (28%) et en Finlande (25%). **L'état des finances publiques des Etats membres** arrive en quatrième position au niveau de l'UE (16%), mais en seconde position au Portugal, où il est évoqué par plus d'un tiers des personnes interrogées (34%). **Le chômage** est mentionné par 15% des personnes interrogées au niveau de l'UE, en cinquième position, et est le plus mentionné au Portugal (28%, en troisième position).

QA5 A votre avis, quels sont les deux problèmes les plus importants auxquels doit faire face l'UE actuellement ?

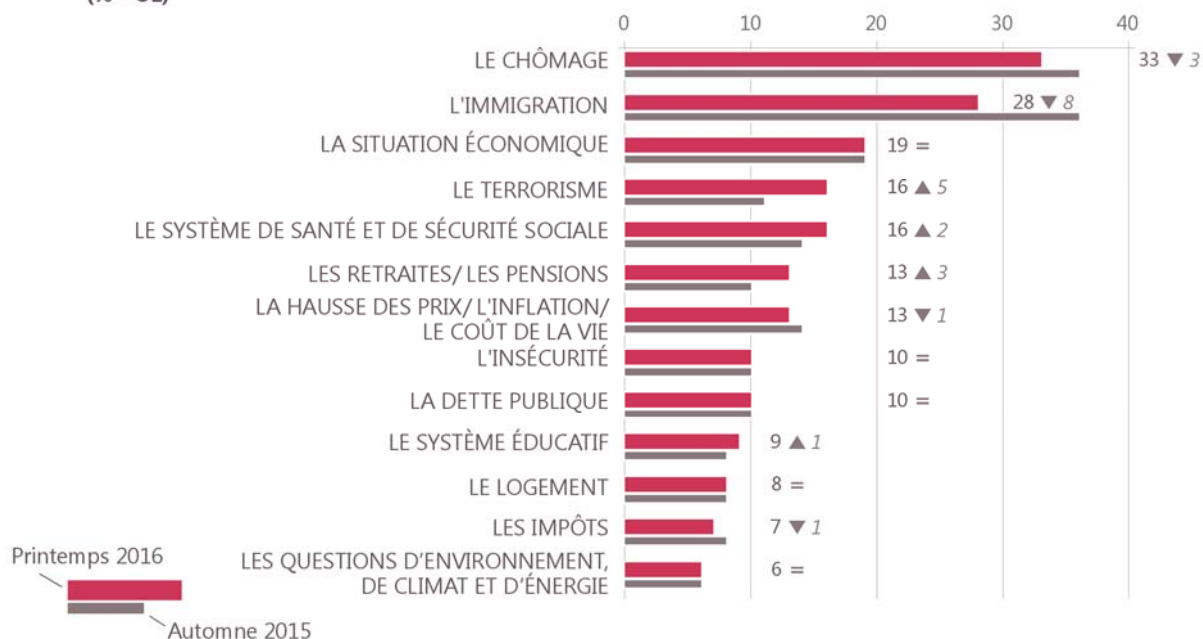
(%)

		L'immigration	Le terrorisme	La situation économique	L'état des finances publiques des Etats membres	Le chômage	L'insécurité	L'influence de l'UE dans le monde	La hausse des prix/ l'inflation/ le coût de la vie	Le changement climatique	L'environnement	Les impôts	Les retraites/ les pensions	L'approvisionnement en énergie
UE28		48	39	19	16	15	9	7	7	6	5	3	3	3
BE		41	35	22	15	16	10	7	11	9	7	4	5	5
BG		57	40	12	7	7	10	7	6	4	2	1	3	3
CZ		67	52	9	12	6	10	9	4	5	4	1	3	2
DK		71	29	24	13	9	6	10	1	14	7	1	0	1
DE		57	40	13	23	13	11	6	3	7	6	2	2	3
EE		73	46	14	13	6	6	8	4	2	2	2	1	2
IE		44	50	18	8	15	12	7	8	10	5	3	2	4
EL		40	28	35	24	21	9	11	8	1	2	5	2	2
ES		34	35	29	19	18	3	5	7	5	2	3	2	1
FR		35	39	23	15	21	11	7	9	8	8	2	3	4
HR		44	48	15	14	17	14	9	8	7	3	2	3	4
IT		44	34	22	11	21	14	3	7	6	5	11	6	4
CY		46	50	28	9	21	11	4	6	1	1	3	1	0
LV		67	48	13	11	9	5	5	6	3	1	2	3	1
LT		53	48	13	12	7	9	6	10	5	1	5	2	2
LU		43	47	16	18	16	11	6	6	10	8	2	3	3
HU		67	47	12	13	8	10	8	3	6	5	2	4	4
MT		64	55	6	6	7	7	2	6	8	7	2	2	1
NL		62	39	23	24	7	4	13	4	7	5	1	2	2
AT		48	27	19	20	16	14	10	11	9	7	4	5	3
PL		51	50	9	10	9	9	7	7	6	4	4	6	3
PT		17	40	20	34	28	5	4	8	1	1	5	2	1
RO		42	49	12	8	10	13	6	10	7	6	6	5	3
SI		54	44	15	11	11	10	5	3	6	4	3	3	2
SK		59	46	14	11	10	12	6	8	6	4	2	5	2
FI		48	32	25	26	15	6	11	6	11	5	3	2	5
SE		59	31	20	19	14	4	6	1	24	10	1	0	3
UK		51	38	23	12	13	3	9	7	4	3	2	2	3
1er ITEM LE PLUS FRÉQUEMMENT CITÉ		2ème ITEM LE PLUS FRÉQUEMMENT CITÉ				3ème ITEM LE PLUS FRÉQUEMMENT CITÉ								

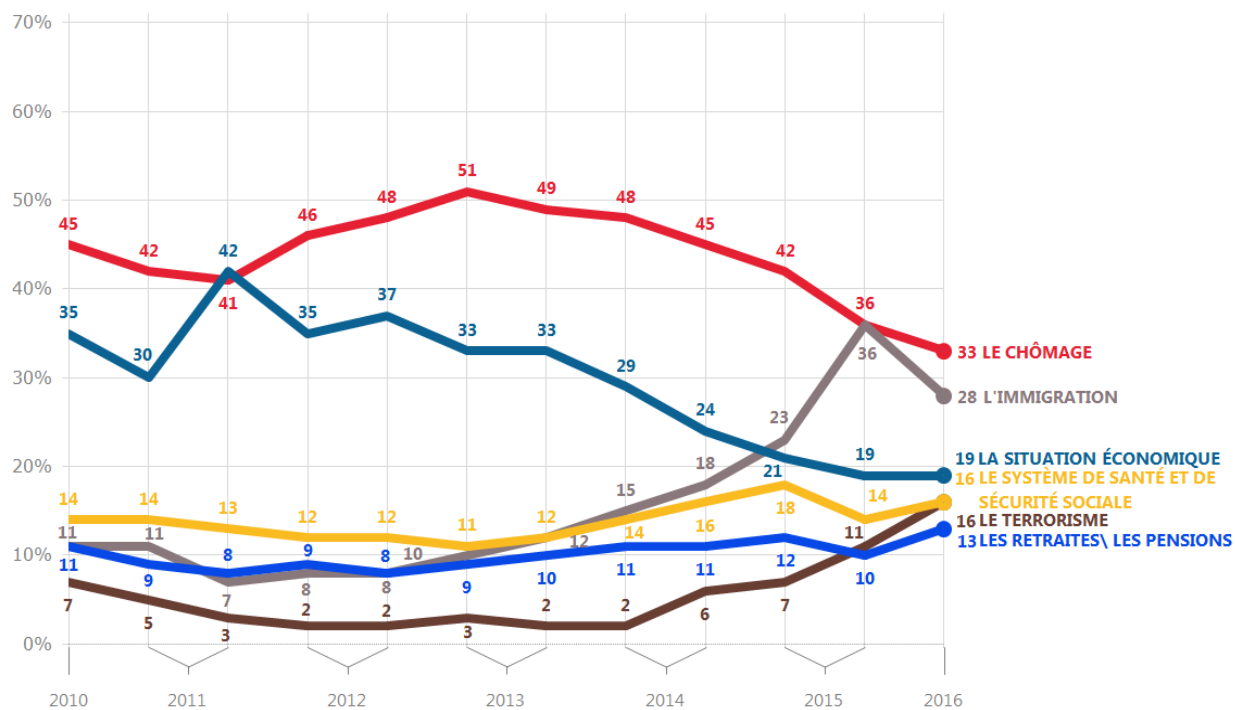
3 Principales préoccupations au niveau national : évolutions

Un tiers des Européens considère **le chômage** comme le principal problème auquel leur pays doit faire face (33%, -3 points de pourcentage par rapport à l'automne 2015). Depuis le printemps 2012, le chômage arrive en tête des préoccupations nationales, mais, depuis l'automne 2013, il recule régulièrement (il atteignait 51% au printemps 2013, soit une baisse de 18 points). **L'immigration** conserve sa position de seconde préoccupation la plus importante au niveau national (28%, -8). **La situation économique** occupe la troisième position (19%, sans changement). **Le système de santé et de sécurité sociale** (16%, +2) et **le terrorisme** (16%, +5) se partagent la quatrième place. Après une progression de trois points, **les retraites** se haussent à la sixième place des principales préoccupations des Européens au niveau national (13%), au même niveau que **la hausse des prix/l'inflation/le coût de la vie** (13%, -1).

QA3a A votre avis, quels sont les deux problèmes les plus importants auxquels doit faire face (NOTRE PAYS) actuellement ?
(% - UE)



QA3a A votre avis, quels sont les deux problèmes les plus importants auxquels doit faire face (NOTRE PAYS) actuellement ?
(% - UE)



4 Principales préoccupations au niveau national : résultats nationaux

En première position en moyenne dans l'UE(mentionné par 33% des Européens), **le chômage** occupe la première place des préoccupations au niveau national dans 11 pays, en tête desquels se trouvent l'Espagne (71%), Chypre (67%), le Portugal (62%), la Croatie (61%), la Grèce (54%) et la France (52%). Dans six autres Etats membres, le chômage est considéré comme le second problème le plus important au niveau national. Evoquée par 28% des Européens et en deuxième position, **l'immigration** arrive en tête dans neuf Etats membres. Elle est citée par au moins la moitié des personnes interrogées au Danemark (57%), en Allemagne (56%) et à Malte (50%). **La situation économique** occupe la troisième place (évoquée par 19% des Européens), mais atteint la deuxième place dans neuf Etats membres, avec les proportions les plus élevées à Chypre (53%) et en Grèce (46%). Cité par 16% des Européens, **le terrorisme** occupe la quatrième position. Cet item occupe la première place en Belgique (33%) et la deuxième place en France (30%) et en Allemagne (26%). En quatrième position à égalité avec le terrorisme, **le système de santé et de sécurité sociale** constitue la première préoccupation nationale dans quatre Etats membres : en Lettonie (42%), en Hongrie et en Roumanie (37% dans ces deux pays) et en Slovaquie (36%). **La hausse des prix/l'inflation/le coût de la vie** est la première préoccupation nationale en Lituanie (59%, pour 13% au niveau européen, en sixième position à égalité avec les retraites). **Le logement**, en 11^{ème} position (8%), arrive en tête des préoccupations nationales en Irlande (45%) et au Luxembourg (37%).

QA3a A votre avis, quels sont les deux problèmes les plus importants auxquels doit faire face (NOTRE PAYS) actuellement ?
(%)






























		Le chômage	L'immigration	La situation économique	Le terrorisme	Le système de santé et de sécurité sociale	Les retraites/ les pensions	La hausse des prix/ l'inflation/ le coût de la vie	L'insécurité	La dette publique	Le système éducatif	Le logement	Les impôts	Les questions d'environnement, de climat et d'énergie
UE28		33	28	19	16	16	13	13	10	10	9	8	7	6
BE		21	27	16	33	7	15	16	13	15	7	5	9	10
BG		38	13	33	3	26	14	22	19	5	8	1	3	2
CZ		16	32	15	9	16	22	21	13	18	7	4	8	6
DK		11	57	13	16	26	3	3	10	3	15	3	8	21
DE		9	56	5	26	9	19	7	17	7	13	12	4	10
EE		25	30	27	3	27	13	19	5	3	10	2	10	4
IE		26	7	13	4	37	3	14	20	9	5	45	7	4
EL		54	20	46	2	10	7	11	3	23	3	0	18	0
ES		71	9	35	6	13	6	8	4	10	6	4	4	1
FR		52	14	21	30	7	8	12	13	11	9	4	6	9
HR		61	6	34	3	12	8	17	14	27	4	1	3	1
IT		42	28	29	13	6	15	10	11	10	4	2	18	5
CY		67	9	53	1	13	4	10	3	8	6	1	4	1
LV		27	13	22	1	42	21	14	3	5	13	3	22	1
LT		27	11	19	1	11	13	59	7	6	8	2	25	1
LU		21	21	7	12	5	7	22	10	6	23	37	3	11
HU		29	28	23	4	37	14	16	7	7	14	4	4	3
MT		5	50	9	7	12	13	19	11	6	3	5	3	17
NL		15	46	14	22	36	20	8	6	2	6	7	2	12
AT		32	41	14	9	10	10	17	19	10	15	4	5	8
PL		34	16	17	10	21	22	21	4	15	3	5	9	4
PT		62	3	30	2	12	11	19	4	18	6	1	14	2
RO		25	6	23	3	37	21	24	11	5	14	5	10	5
SI		44	13	29	2	17	16	9	10	19	3	3	12	2
SK		33	17	17	6	36	17	23	11	5	12	4	7	3
FI		43	23	30	3	29	6	9	3	27	9	2	5	8
SE		24	44	9	6	26	5	1	11	1	26	15	2	24
UK		14	38	11	23	26	6	14	7	8	10	21	4	4
1er ITEM LE PLUS FRÉQUEMMENT CITÉ		2ème ITEM LE PLUS FRÉQUEMMENT CITÉ					3ème ITEM LE PLUS FRÉQUEMMENT CITÉ							

5 Principales préoccupations au niveau personnel : résultats nationaux

Le classement des principales préoccupations au niveau personnel reste stable. En effet, 26% des Européens (-1 point de pourcentage par rapport à l'automne 2015) indiquent que **la hausse des prix/l'inflation/le coût de la vie** constitue leur principale préoccupation personnelle. Cette réponse recule de manière presque continue depuis l'automne 2012 (-19, depuis les 45% observés au printemps 2012), mais conserve toutefois la première place. En seconde position, **les retraites** sont évoquées par 16% des Européens (+2). **Le système de santé et de sécurité sociale** (15%, stable) et **la situation financière du foyer** (15%, -1) se partagent la troisième place et connaissent peu d'évolutions depuis le printemps 2012. En cinquième position, **le chômage** est évoqué par 14% des Européens (sans changement), très légèrement devant les **impôts** (13%, stable également). Les autres réponses sont mentionnées par moins d'une personne interrogée sur dix.

QA4a Et personnellement, quels sont les deux problèmes les plus importants auxquels vous faites face actuellement ?

(%)

		La hausse des prix/ l'inflation/ le coût de la vie	Les retraites/ les pensions	Le système de santé et de sécurité sociale	La situation financière de votre foyer	Le chômage	Les impôts	La situation économique en (NOTRE PAYS)	Le système éducatif	Les conditions de vie	Les conditions de travail	L'immigration	L'insécurité	Les questions d'environnement, de climat et d'énergie	Le logement	Le terrorisme
UE28		26	16	15	15	14	13	9	9	9	9	8	6	6	5	5
BE		37	16	8	12	8	13	10	6	7	6	8	10	10	5	11
BG		28	21	17	27	15	4	14	6	16	8	3	6	2	1	2
CZ		38	17	16	20	5	6	4	6	7	12	6	5	5	9	2
DK		11	8	16	10	5	5	8	8	4	9	15	6	10	6	6
DE		20	17	16	11	6	11	3	10	6	6	11	8	6	4	6
EE		25	19	27	20	10	8	10	9	8	8	5	3	2	4	2
IE		30	9	26	12	14	16	12	12	3	6	3	10	7	10	3
EL		32	19	14	34	23	28	16	5	8	5	3	3	0	1	1
ES		23	13	12	15	32	12	16	10	8	14	2	3	3	5	2
FR		32	15	8	14	14	14	8	9	8	9	4	10	9	6	7
HR		28	14	13	30	15	5	17	5	16	11	1	3	3	6	2
IT		23	14	8	11	20	30	10	5	9	10	13	7	3	2	6
CY		22	9	13	32	27	8	19	6	4	8	2	3	2	2	1
LV		28	21	33	14	13	15	13	8	7	5	2	2	1	8	1
LT		65	19	14	12	10	24	7	6	5	6	2	2	1	6	0
LU		26	8	6	9	11	8	6	13	7	10	6	10	12	14	7
HU		27	18	22	25	11	5	11	10	15	13	8	5	2	7	3
MT		24	14	10	9	4	5	3	7	8	9	15	4	12	3	8
NL		16	19	32	15	8	6	8	18	6	10	6	4	15	6	5
AT		33	12	14	12	9	6	9	11	12	10	15	12	7	7	6
PL		25	18	17	18	14	7	9	5	16	10	5	2	3	5	5
PT		41	18	12	14	17	16	8	3	14	10	1	1	2	1	1
RO		29	22	24	19	10	10	13	8	20	10	2	4	4	3	2
SI		17	20	14	15	12	10	11	7	15	10	2	2	4	5	1
SK		33	18	23	19	10	4	9	8	9	10	3	3	5	7	2
FI		15	13	34	21	13	9	22	12	9	9	5	4	13	11	1
SE		6	15	37	16	8	4	8	19	9	6	16	8	22	9	5
UK		27	14	18	11	9	8	10	11	6	5	11	5	5	9	6
1er ITEM LE PLUS FRÉQUEMMENT CITÉ		2ème ITEM LE PLUS FRÉQUEMMENT CITÉ				3ème ITEM LE PLUS FRÉQUEMMENT CITÉ										

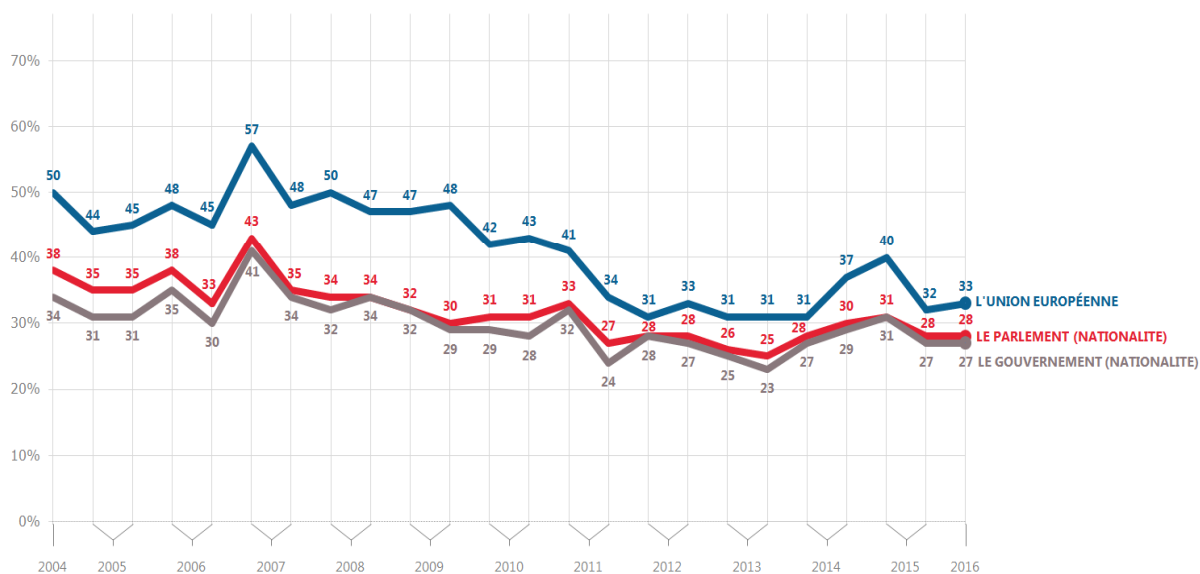
II. LES EUROPÉENS ET LES INSTITUTIONS POLITIQUES

1 Confiance dans les gouvernements et parlements nationaux et dans l'Union européenne : tendance

Environ un tiers des Européens ont confiance dans **l'Union européenne** (33%). Après le net recul enregistré à l'automne 2015 (-8 points de pourcentage par rapport au printemps 2015), la tendance s'est inversée : la confiance dans l'UE a légèrement progressé (+1 par rapport à l'automne 2015). Dans le même temps, la confiance dans les institutions politiques nationales est restée stable, mais à un niveau inférieur à la confiance dans l'UE : 28% des Européens font plutôt confiance à leur **parlement national** (stable) et 27% font plutôt confiance à leur **gouvernement national** (stable).

Si la proportion d'Européens qui ne font « plutôt pas confiance » à leurs institutions politiques nationales a légèrement progressé (65% ne font « plutôt pas confiance » à leur parlement national, +1 point de pourcentage depuis l'automne 2015, et 68% ne font « plutôt pas confiance » à leur gouvernement national, +2), la proportion de citoyens européens qui ne font pas confiance à l'UE est restée stable (55%, sans changement).

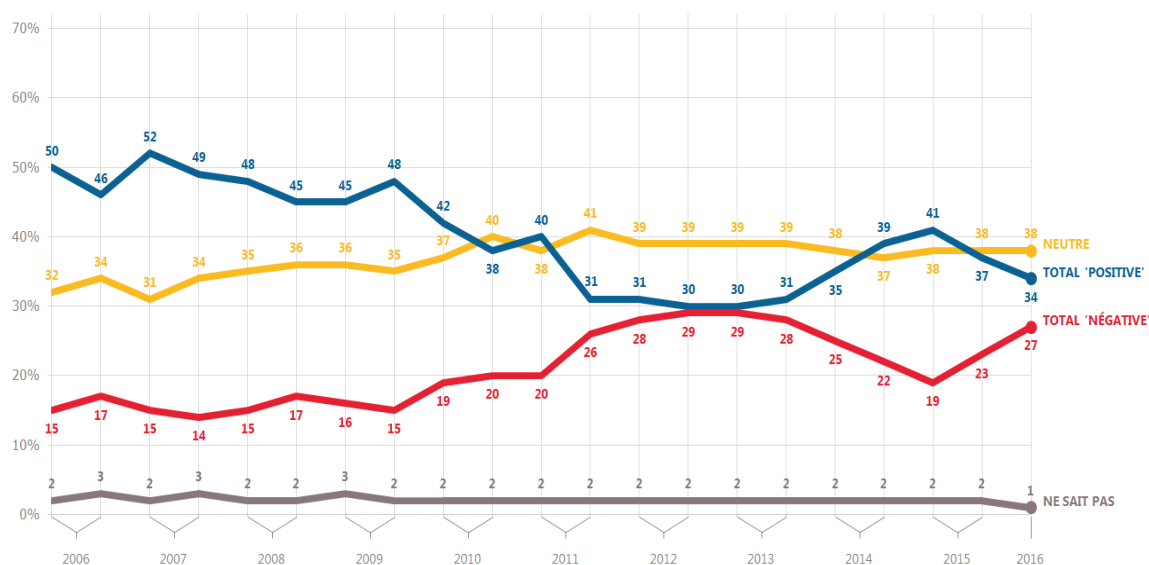
QA8a Je voudrais maintenant vous poser une question à propos de la confiance que vous inspirent certaines institutions. Pour chacune des institutions suivantes, pourriez-vous me dire si vous avez plutôt confiance ou plutôt pas confiance en elle.
(% - UE - PLUTÔT CONFIANCE)



2 Image de l'Union européenne : tendance

Une majorité d'Européens déclare avoir une image neutre de l'UE (38%, sans changement par rapport à l'automne 2015). Ce résultat est très stable depuis le printemps 2012 : il s'est maintenu entre 39% et 37% et n'a pas connu d'évolution de plus d'un point de pourcentage dans les enquêtes qui ont suivi. La proportion d'Européens pour lesquels l'UE évoque une image positive a reculé de trois points pour atteindre 34%, alors que la proportion d'Européens qui en ont une image négative a progressé pour atteindre 27% (+4 depuis l'automne 2015).

QA9 En général, l'image que vous avez de l'UE est-elle très positive, assez positive, neutre, assez négative ou très négative ?
(% - UE)
































3 Image de l'Union européenne : résultats nationaux

L'Union européenne évoque avant tout une image neutre dans 17 Etats membres (contre 15 à l'automne 2015). Dans sept pays (contre 11 à l'automne 2015), une majorité de personnes interrogées ont une image positive de l'UE : en Irlande (58%), en Bulgarie (51%), en Pologne (47%), au Luxembourg (45%), au Portugal (41%), en France (36%) et en Belgique (35%). Comme c'était le cas au printemps et à l'automne 2015, les personnes interrogées à Chypre (41%) et en Autriche (37%) ont une image négative de l'UE. C'est également le cas désormais en Grèce (51%) et au Royaume-Uni (36%), où l'image neutre prédominait à l'automne 2015.

Par rapport à l'automne 2015, l'image positive de l'UE a perdu du terrain dans 20 Etats membres. Les évolutions les plus marquées concernent la Roumanie (42%, -15 points de pourcentage), la Croatie (37%, -14) et la Lituanie (43%, -10). Elles ont toutefois progressé dans sept Etats membres, en tête desquels se trouvent l'Autriche (32%, +9), Chypre (27%, +5) et l'Irlande (58%, +4).

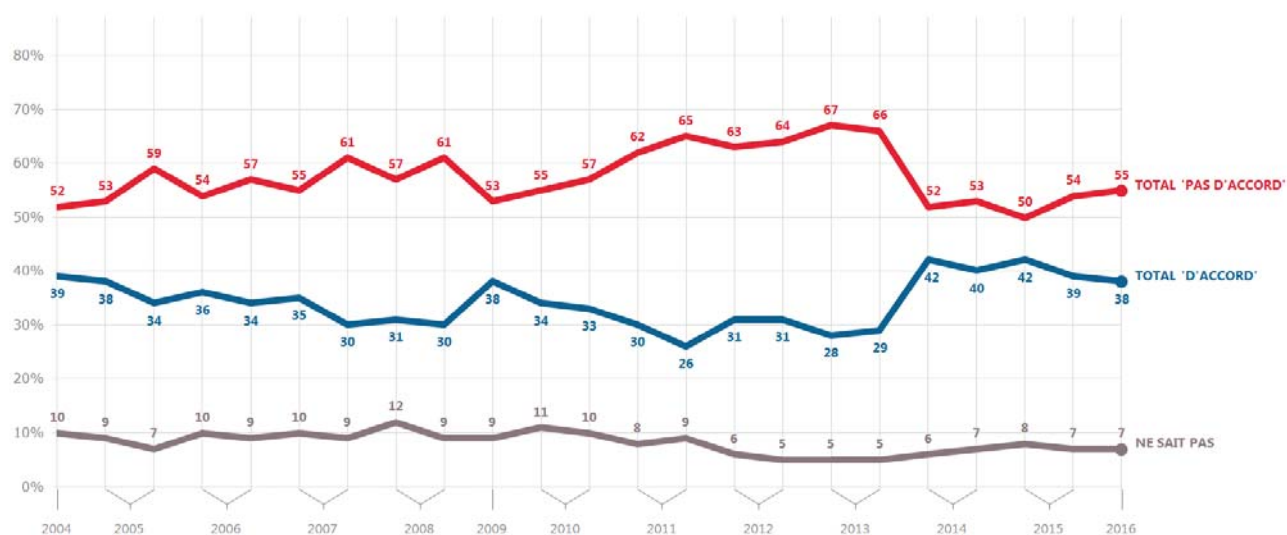
QA9 En général, l'image que vous avez de l'UE est-elle très positive, assez positive, neutre, assez négative ou très négative ?
(%)

		Total 'Positive'	Pr. 2016 - Aut. 2015	Neutre	Pr. 2016 - Aut. 2015	Total 'Négative'	Pr. 2016 - Aut. 2015	Ne sait pas
UE28		34	▼ 3	38	=	27	▲ 4	1
AT		32	▲ 9	30	▼ 5	37	▼ 4	1
CY		27	▲ 5	32	▼ 4	41	=	0
IE		58	▲ 4	27	▼ 3	14	=	1
BG		51	▲ 3	30	▼ 4	17	=	2
FR		36	▲ 1	33	▼ 5	29	▲ 4	2
FI		33	▲ 1	44	▼ 4	22	▲ 2	1
UK		31	▲ 1	31	▼ 5	36	▲ 5	2
LU		45	=	32	▼ 3	22	▲ 2	1
PT		41	▼ 1	39	▼ 2	18	▲ 3	2
NL		33	▼ 1	38	▼ 3	29	▲ 4	0
SI		32	▼ 1	46	▲ 1	20	▼ 1	2
LV		31	▼ 1	49	=	18	▲ 1	2
CZ		26	▼ 1	40	▼ 2	34	▲ 3	0
MT		41	▼ 2	43	▼ 3	13	▲ 3	3
DK		34	▼ 2	42	▼ 3	23	▲ 5	1
SE		36	▼ 3	38	▲ 2	26	▲ 1	0
EE		33	▼ 3	47	▼ 3	17	▲ 5	3
ES		30	▼ 3	44	▼ 2	23	▲ 5	3
BE		35	▼ 4	33	▼ 5	31	▲ 8	1
SK		30	▼ 5	43	▲ 3	26	▲ 2	1
DE		29	▼ 5	41	▲ 3	29	▲ 2	1
HU		33	▼ 6	41	▲ 1	25	▲ 5	1
IT		32	▼ 6	38	▲ 1	27	▲ 4	3
EL		16	▼ 6	33	▼ 7	51	▲ 13	0
PL		47	▼ 8	37	▲ 2	15	▲ 8	1
LT		43	▼ 10	47	▲ 7	9	▲ 3	1
HR		37	▼ 14	43	▲ 6	19	▲ 7	1
RO		42	▼ 15	43	▲ 11	14	▲ 5	1

4 Ma voix compte dans l'Union européenne : tendance

Moins de quatre Européens sur dix estiment que leur voix compte dans l'Union européenne (38%, -1 point de pourcentage par rapport à l'automne 2015), alors que 55% sont en désaccord avec cette affirmation (+1). Bien que le sentiment que « ma voix compte dans l'UE » soit légèrement moins répandu qu'au printemps 2014 (où il atteignait 42%, juste après les élections européennes⁸, soit une baisse de 4 points de pourcentage), il reste à un niveau égal ou supérieur aux niveaux atteints entre le printemps 2009⁹ et l'automne 2013.

D72.1 Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou pas d'accord avec chacune des affirmations suivantes ?
Ma voix compte dans l'UE (% - UE)



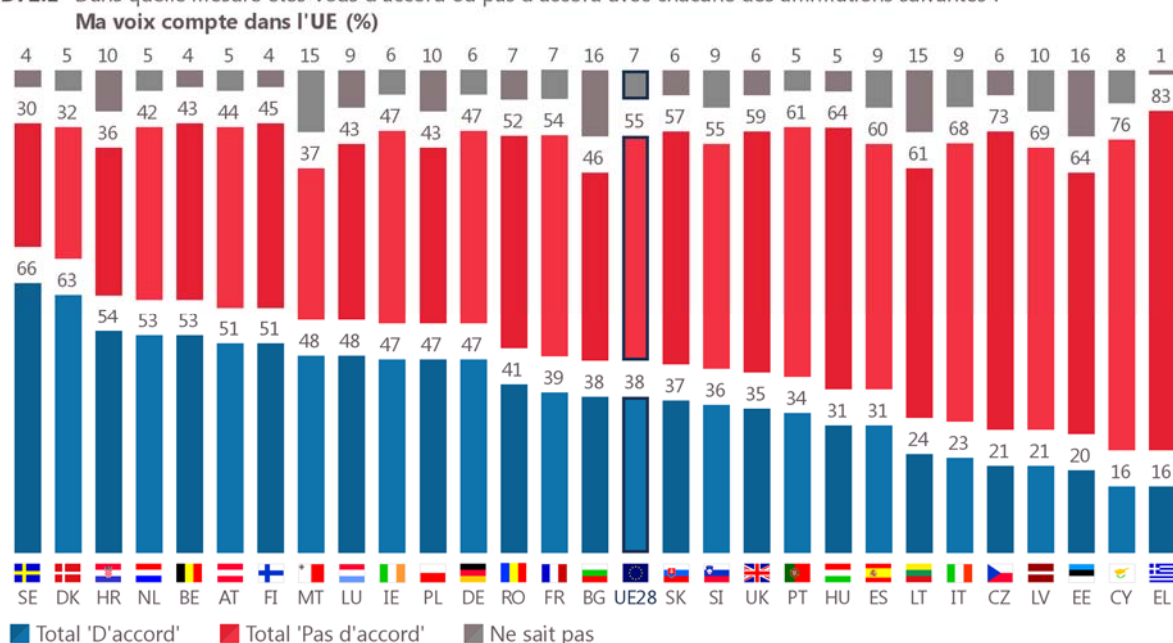
⁸ L'enquête Eurobaromètre Standard du printemps 2014 (EB81) a été réalisée entre le 31 mai et le 14 juin 2014, juste après les huitièmes élections européennes qui se sont tenues entre le 22 et le 25 mai 2014 dans l'ensemble de l'UE.

⁹ L'enquête Eurobaromètre Standard du printemps 2009 (EB71) a été réalisée entre le 12 juin et le 6 juillet 2009.

5 Ma voix compte dans l'Union européenne : résultats nationaux

Dans dix Etats membres, une majorité de personnes interrogées estime que leur voix compte dans l'Union européenne tandis que les personnes interrogées en désaccord avec cette affirmation sont majoritaires dans 16 pays. Les personnes interrogées sont partagées en Allemagne et en Irlande. Les proportions les plus élevées de personnes interrogées qui estiment que leur voix compte dans l'UE sont enregistrées en Suède (66%), au Danemark (63%), en Croatie (54%), aux Pays-Bas (53%) et en Belgique (53%). À l'inverse, cette opinion est la moins répandue à Chypre et en Grèce (16% dans ces deux pays).

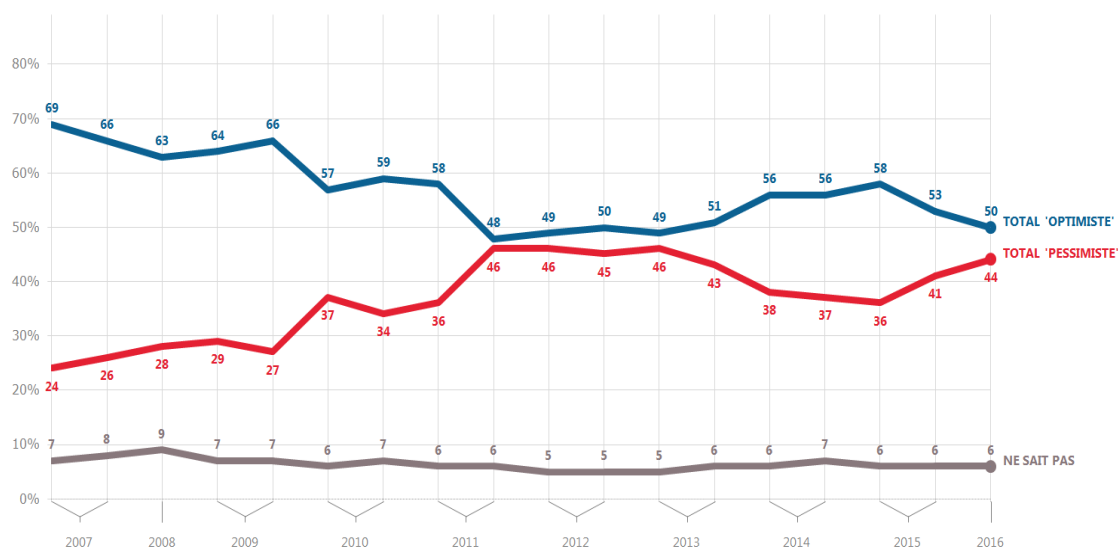
D72.1 Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou pas d'accord avec chacune des affirmations suivantes ?



6 Le futur de l'Union européenne : tendance

La moitié des citoyens européens est optimiste quant au futur de l'UE (50%, -3 points de pourcentage par rapport à l'automne 2015) alors que 44% sont pessimistes (+3). A +6, l'indice d'optimisme¹⁰ est en recul de six points par rapport à l'automne 2015 et de 16 points par rapport au printemps 2015. Il est aujourd'hui tombé à son plus bas niveau depuis l'enquête du printemps 2013 (où il était de +3).

QA20 Diriez-vous que vous êtes très optimiste, plutôt optimiste, plutôt pessimiste ou très pessimiste concernant le futur de l'UE ?
(% - UE)



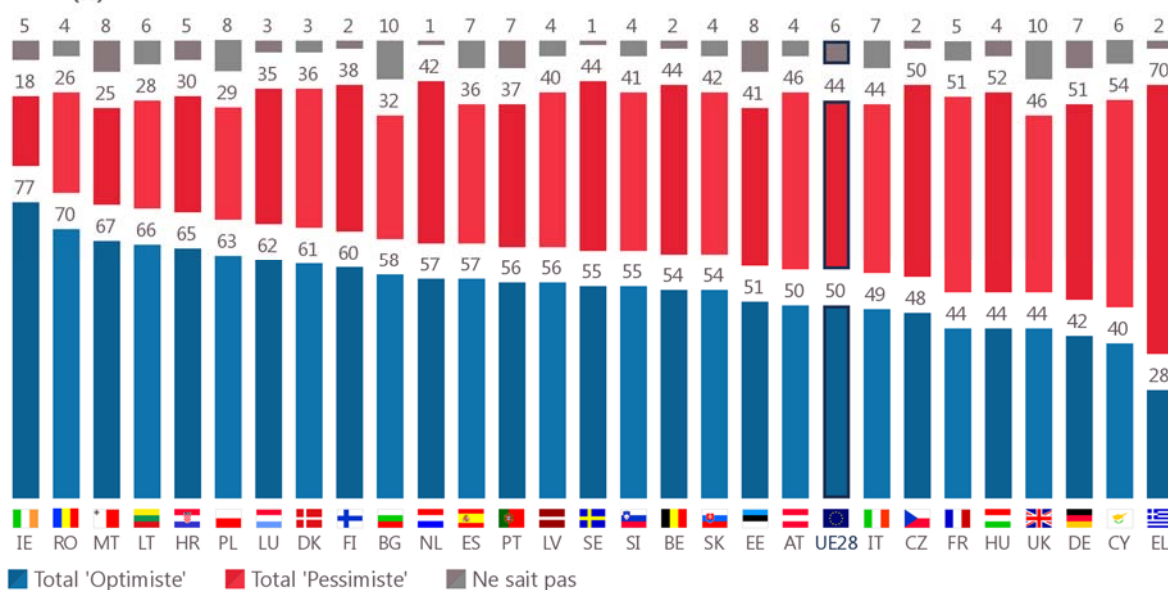
¹⁰ Différence entre les proportions d'« optimistes » et de « pessimistes ».

7 Le futur de l'Union européenne : résultats nationaux

Dans 21 Etats membres (contre 22 à l'automne 2015), une majorité de personnes interrogées se dit optimiste pour le futur de l'UE. Les proportions les plus élevées sont enregistrées en Irlande (77%), en Roumanie (70%), à Malte (67%) et en Lituanie (66%). A l'inverse, les personnes interrogées sont majoritairement pessimistes en Grèce (28% d'« optimistes » contre 70% de « pessimistes »), à Chypre (40% contre 54%), en Allemagne (42% contre 51%), en France (44% contre 51%) et en République tchèque (48% contre 50%) – cinq pays qui étaient déjà dans ce cas à l'automne 2015 – en Hongrie (44% contre 52%) et au Royaume-Uni (44% contre 46%).

Par rapport à l'automne 2015, l'optimisme a progressé dans dix Etats membres, le plus fortement en Autriche (50%, +10 points de pourcentage). Il a reculé dans 17 Etats membres et est resté stable en France (44%).

QA20 Diriez-vous que vous êtes très optimiste, plutôt optimiste, plutôt pessimiste ou très pessimiste concernant le futur de l'UE ?
(%)



III. LA SITUATION ÉCONOMIQUE

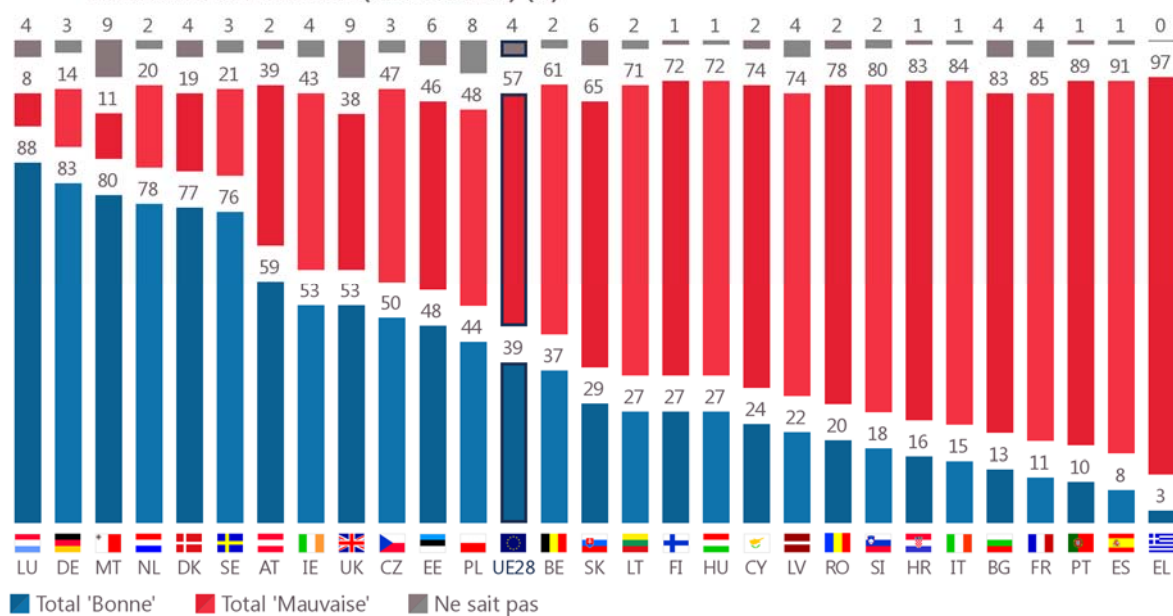
1 Situation actuelle de l'économie au niveau national : résultats nationaux et évolutions

Près de quatre Européens sur dix considèrent que la situation économique actuelle de leur pays est « bonne » (39%, -1 point de pourcentage par rapport à l'automne 2015), alors que 57% la jugent « mauvaise » (sans changement). La tendance à l'amélioration du sentiment des Européens à l'égard de leur économie nationale, avec une hausse de la proportion de personnes interrogées jugeant positive la situation économique de leur pays (+14, de 26% au printemps 2013 à 40% à l'automne 2015) s'est inversée. Si la proportion de personnes interrogées déclarant que la situation économique de leur pays est bonne a légèrement diminué, l'écart entre pays s'est creusé encore davantage pour atteindre un nouveau record : 85 points séparent le Luxembourg, où 88% de la population jugent que la situation économique nationale est bonne, de la Grèce, où ils ne sont que 3% de cet avis. Dans 11 pays (contre 12 à l'automne 2015), une majorité de personnes interrogées déclare que la situation économique nationale est bonne alors que la réponse « mauvaise » domine dans 17 Etats membres. Plus des trois quarts de la population portent un jugement positif sur leur économie nationale au Luxembourg (88%), en Allemagne (83%), à Malte (80%), aux Pays-Bas (78%), au Danemark (77%) et en Suède (76%). Dans un second groupe de pays, cette majorité est moins marquée et se situe entre 48% et 59%. C'est le cas en Autriche (59%), en Irlande (53%), au Royaume-Uni (53%), en République tchèque (50%) et en Estonie (48% contre 46%). Dans les autres pays, une minorité de personnes interrogées estime que l'économie nationale est « bonne ». Les proportions les plus faibles se trouvent en Grèce (3%), en Espagne (8%) et au Portugal (10%).

Le sentiment positif à l'égard de la situation économique au niveau national a progressé dans huit Etats membres, est resté stable dans trois et a reculé dans 17 d'entre eux. La plus forte progression est enregistrée à Chypre (24%, +10 points de pourcentage). A l'inverse, le sentiment que la situation économique nationale est « bonne » a le plus reculé en Lituanie (27%, -10), en Belgique (37%, -10), au Danemark (77%, -6), en Roumanie (20%, -5) et à Malte (80%, -5).






























QA1a.1 Comment jugez-vous la situation actuelle de chacun des domaines suivants ?

La situation de l'économie (NATIONALITE) (%)



QA1a.1 Comment jugez-vous la situation actuelle de chacun des domaines suivants ?

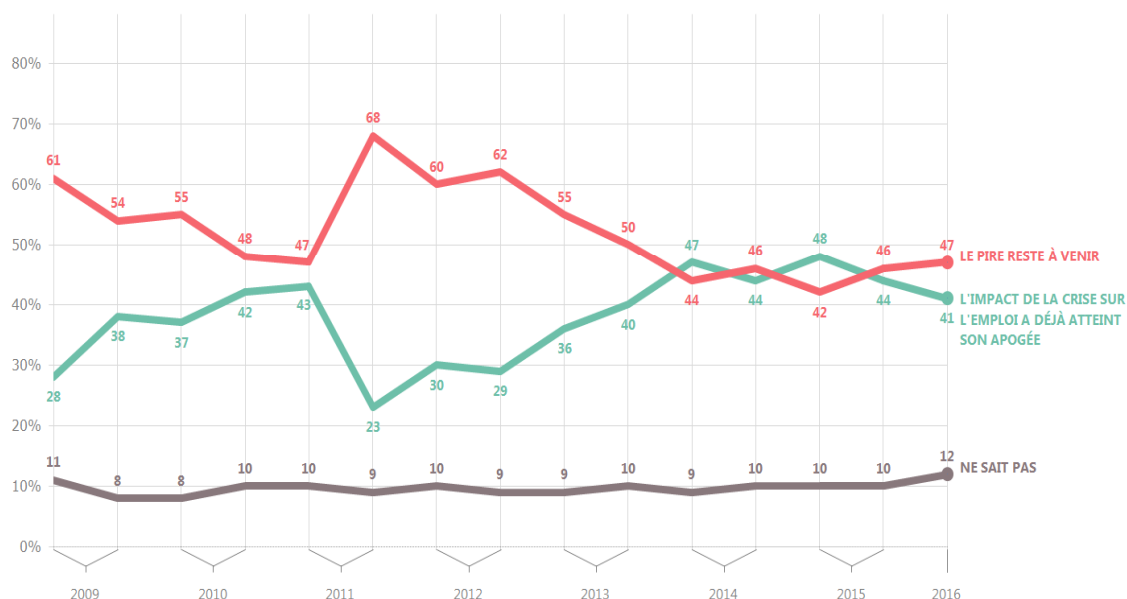
La situation de l'économie (NATIONALITE) (%)

		Total 'Bonne'	Pr.2016 - Aut.2015	Total 'Mauvaise'	Pr.2016 - Aut.2015	Ne sait pas
UE28		39	▼ 1	57	=	4
ZONE EURO		36	▼ 1	62	▲ 1	2
HORS ZONE EURO		44	▼ 2	50	▲ 1	6
CY		24	▲ 10	74	▼ 11	2
AT		59	▲ 8	39	▼ 9	2
FI		27	▲ 4	72	▼ 4	1
BG		13	▲ 4	83	▼ 5	4
LU		88	▲ 3	8	▼ 5	4
PT		10	▲ 2	89	▼ 2	1
EE		48	▲ 1	46	=	6
IT		15	▲ 1	84	▼ 1	1
SE		76	=	21	▲ 1	3
UK		53	=	38	▼ 3	9
EL		3	=	97	=	0
NL		78	▼ 1	20	=	2
CZ		50	▼ 1	47	▼ 1	3
SK		29	▼ 1	65	▼ 1	6
LV		22	▼ 1	74	▲ 2	4
SI		18	▼ 1	80	=	2
ES		8	▼ 1	91	▲ 1	1
HU		27	▼ 2	72	▲ 3	1
DE		83	▼ 3	14	▲ 2	3
PL		44	▼ 3	48	▲ 2	8
HR		16	▼ 3	83	▲ 3	1
FR		11	▼ 3	85	▲ 2	4
IE		53	▼ 4	43	▲ 3	4
MT		80	▼ 5	11	▲ 3	9
RO		20	▼ 5	78	▲ 5	2
DK		77	▼ 6	19	▲ 5	4
BE		37	▼ 10	61	▲ 10	2
LT		27	▼ 10	71	▲ 10	2

2 Impact de la crise sur l'emploi : tendance

Interrogés sur l'impact de la crise économique sur le marché de l'emploi, une majorité d'Européens considère que « le pire reste à venir » (47%, +1 point de pourcentage par rapport à l'automne 2015 et +5 par rapport au printemps 2015), alors que 41% estiment que « l'impact de la crise sur l'emploi a déjà atteint son apogée » (-3 par rapport à l'automne 2015 et -7 par rapport au printemps 2015). C'est la première fois que l'optimisme perd du terrain deux fois d'affilée et, à -6, l'indice d'optimisme affiche son niveau le plus bas depuis l'automne 2013, où il atteignait -10¹¹.

QC1 Certains analystes disent que l'impact de la crise économique sur le marché de l'emploi en est déjà à son apogée et que les choses vont tout doucement s'améliorer. D'autres, au contraire, disent que le pire reste à venir. Laquelle de ces deux opinions se rapproche le plus de la vôtre ?
(% - UE)



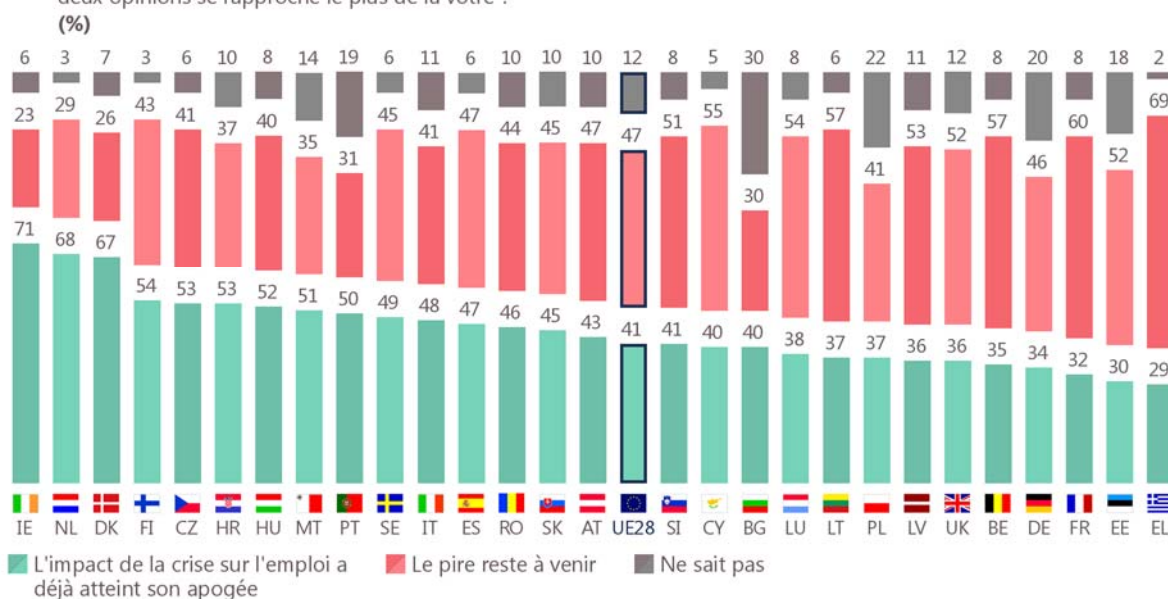
¹¹ Différence entre les proportions de réponses « l'impact de la crise sur l'emploi a déjà atteint son apogée » et « le pire reste à venir »

3 Impact de la crise sur l'emploi : résultats nationaux et évolutions

Dans 13 Etats membres (contre 12 à l'automne 2015), une majorité de personnes interrogées considère que « l'impact de la crise sur l'emploi a déjà atteint son apogée ». Cette opinion est partagée par plus de la moitié des personnes interrogées en Irlande (71%), aux Pays-Bas (68%), au Danemark (67%), en Finlande (54%), en Croatie et en République tchèque (53% dans ces deux pays), en Hongrie (52%) et à Malte (51%). A l'inverse, dans 13 Etats membres, une majorité de personnes interrogées estime que « le pire reste à venir », de façon particulièrement marquée en Grèce (69%), en France (60%), en Lituanie et en Belgique (57% dans ces deux pays). La population est partagée en Espagne (47% contre 47%) et en Slovaquie (45% contre 45%).






























L'optimisme a progressé dans 13 Etats membres (contre trois à l'automne 2015), en tête desquels se trouvent la Finlande (54%, +13 points de pourcentage), la Suède (49%, +8) et le Luxembourg (38%, +7). A l'inverse, il a reculé dans 15 Etats membres. Les baisses les plus marquées touchent la Pologne (37%, -9), l'Italie (48%, -9), l'Espagne (47%, -8) et l'Estonie (30%, -7). A la suite de ces évolutions, l'optimisme est devenu l'opinion majoritaire en Finlande, en Bulgarie et en Suède, où le pessimisme dominait à l'automne 2015 ; l'opinion s'est également inversée en Pologne, où la majorité est désormais pessimiste. En Slovaquie, où le pessimisme prédominait à l'automne 2015 et en Espagne, où c'est l'optimisme qui était majoritaire, les opinions se partagent désormais en proportions égales.

QC1 Certains analystes disent que l'impact de la crise économique sur le marché de l'emploi en est déjà à son apogée et que les choses vont tout doucement s'améliorer. D'autres, au contraire, disent que le pire reste à venir. Laquelle de ces deux opinions se rapproche le plus de la vôtre ?



QC1 Certains analystes disent que l'impact de la crise économique sur le marché de l'emploi en est déjà à son apogée et que les choses vont tout doucement s'améliorer. D'autres, au contraire, disent que le pire reste à venir. Laquelle de ces deux opinions se rapproche le plus de la vôtre ?

(%)

		L'impact de la crise sur l'emploi a déjà atteint son apogée	Pr. 2016 - Aut. 2015	Le pire reste à venir	Pr. 2016 - Aut. 2015	Ne sait pas
UE28		41	▼ 3	47	▲ 1	12
ZONE EURO		41	▼ 3	48	=	11
HORS ZONE EURO		42	▼ 3	44	▲ 2	14
FI		54	▲ 13	43	▼ 13	3
SE		49	▲ 8	45	▼ 8	6
LU		38	▲ 7	54	▼ 10	8
HU		52	▲ 3	40	▼ 5	8
SI		41	▲ 3	51	▼ 6	8
BG		40	▲ 3	30	▼ 9	30
LV		36	▲ 3	53	▼ 3	11
SK		45	▲ 2	45	▼ 2	10
CY		40	▲ 2	55	▼ 2	5
FR		32	▲ 2	60	▼ 3	8
AT		43	▲ 1	47	▼ 7	10
DE		34	▲ 1	46	▼ 5	20
EL		29	▲ 1	69	▼ 1	2
CZ		53	▼ 1	41	▲ 1	6
NL		68	▼ 2	29	▲ 1	3
RO		46	▼ 2	44	▲ 2	10
DK		67	▼ 3	26	▲ 1	7
LT		37	▼ 3	57	▲ 5	6
BE		35	▼ 3	57	▼ 1	8
IE		71	▼ 4	23	▲ 2	6
PT		50	▼ 4	31	▼ 6	19
UK		36	▼ 4	52	▲ 1	12
HR		53	▼ 6	37	▲ 1	10
MT		51	▼ 6	35	▲ 6	14
EE		30	▼ 7	52	▲ 4	18
ES		47	▼ 8	47	▲ 7	6
IT		48	▼ 9	41	▲ 6	11
PL		37	▼ 9	41	▲ 12	22

IV. PRIORITÉS POLITIQUES DE L'UNION EUROPÉENNE

1 Stimuler les investissements

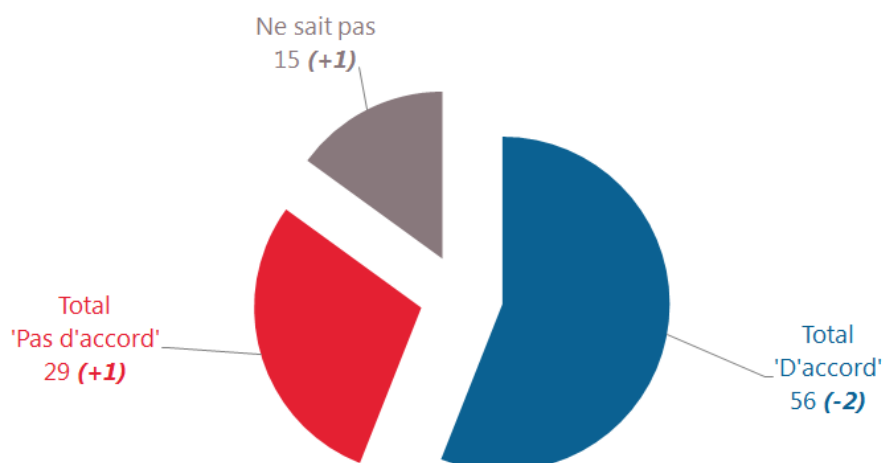
Plus de la moitié des Européens estiment que « l'argent public devrait être utilisé pour stimuler les investissements dans le secteur privé au niveau de l'UE » (56%, -2 points de pourcentage par rapport à l'automne 2015), tandis que près de trois sur dix expriment leur désaccord (29%, +1) et 15% répondent « ne sait pas » (+1). La proportion de personnes interrogées qui adhèrent à cette proposition recule de manière continue depuis que la question a été posée pour la première fois, à l'automne 2014 : 61% des personnes interrogées étaient alors d'accord, pour 59% au printemps 2015, 58% à l'automne 2015 et 56% au printemps 2016.

Dans 25 Etats membres (contre 26 à l'automne 2015), une majorité de personnes interrogées est d'accord avec cette proposition. Les proportions les plus élevées se trouvent à Chypre (77%), à Malte (76%), en Allemagne (70%), en Croatie (69%) et en Slovénie et en Belgique (66% dans ces deux pays). A l'inverse, les personnes interrogées exprimant leur désaccord sont majoritaires en Espagne (41% contre 40% « d'accord »), tandis que l'opinion publique est partagée au Royaume-Uni (41% contre 41%) et en Suède (45% contre 45%).

Dans 16 Etats membres, la proportion de personnes interrogées estimant que « l'argent public devrait être utilisé pour stimuler les investissements dans le secteur privé au niveau de l'UE » est en baisse, plus particulièrement en Grèce (64%, -8 points de pourcentage), au Portugal (56%, -7) et en Slovaquie (57%, -7). Dans quatre pays, cette proportion n'a pas évolué, et elle a progressé dans huit autres, la hausse la plus marquée étant observée en Bulgarie (64%, +6).

QC2a.5 Pourriez-vous me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec chacune des propositions suivantes.

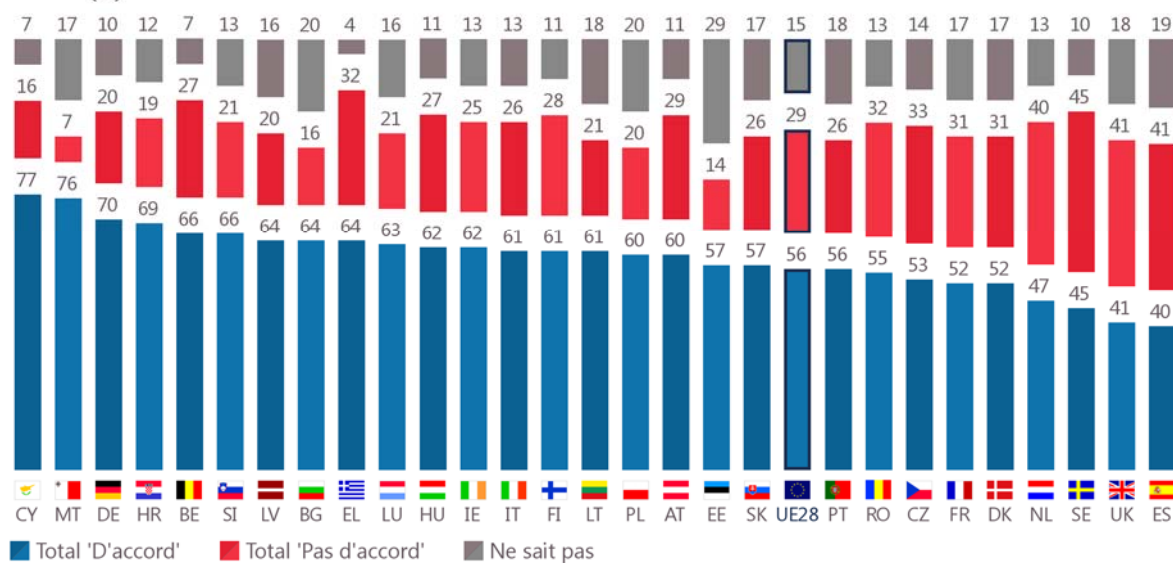
L'argent public devrait être utilisé pour stimuler les investissements dans le secteur privé au niveau de l'UE (% - UE)



(Printemps 2016 - Automne 2015)

QC2a.5 Pourriez-vous me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec chacune des propositions suivantes.

L'argent public devrait être utilisé pour stimuler les investissements dans le secteur privé au niveau de l'UE (%)

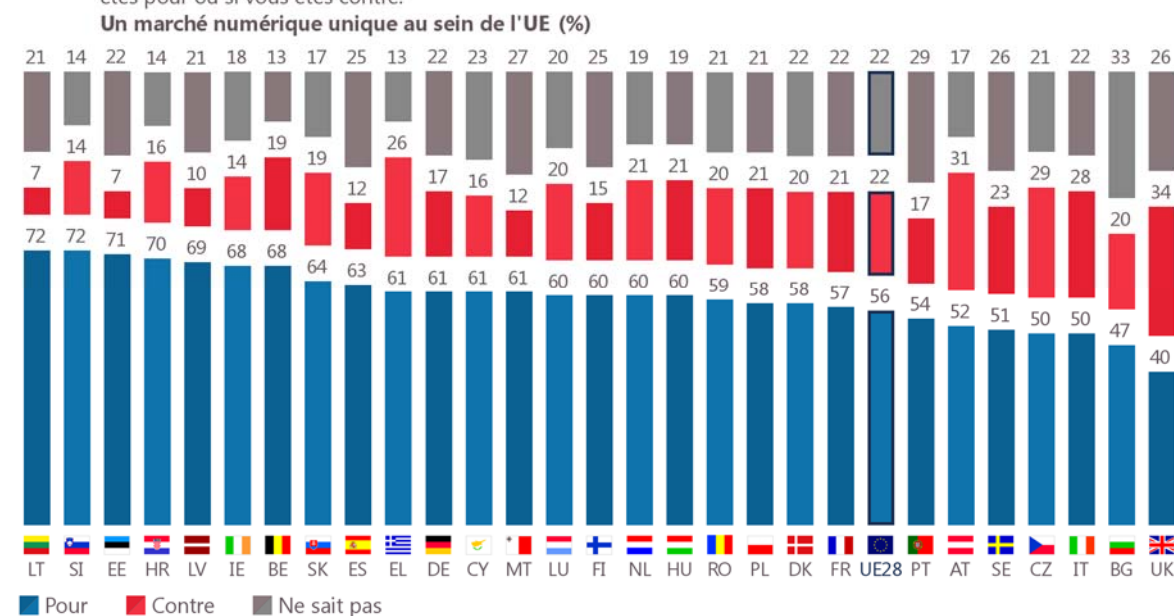


2 Le marché numérique unique

Plus de la moitié des Européens se déclarent en faveur d'un marché numérique unique au sein de l'UE (56%, +3 points par rapport à l'automne 2015), tandis que plus d'un cinquième y est opposé (22%, sans changement) ou répond « ne sait pas » (22%, -3). Dans 26 Etats membres, au moins la moitié des personnes interrogées sont favorables à un marché numérique unique. Arrivent en tête la Lituanie et la Slovaquie (72% dans ces deux pays), l'Estonie (71%) et la Croatie (70%).

Par rapport à l'automne 2015, le soutien en faveur d'un marché numérique unique a progressé dans 22 Etats membres, le plus fortement en Irlande (68%, +12 points de pourcentage).

QA17.8 Quelle est votre opinion sur chacune des propositions suivantes ? Veuillez me dire, pour chaque proposition, si vous êtes pour ou si vous êtes contre.

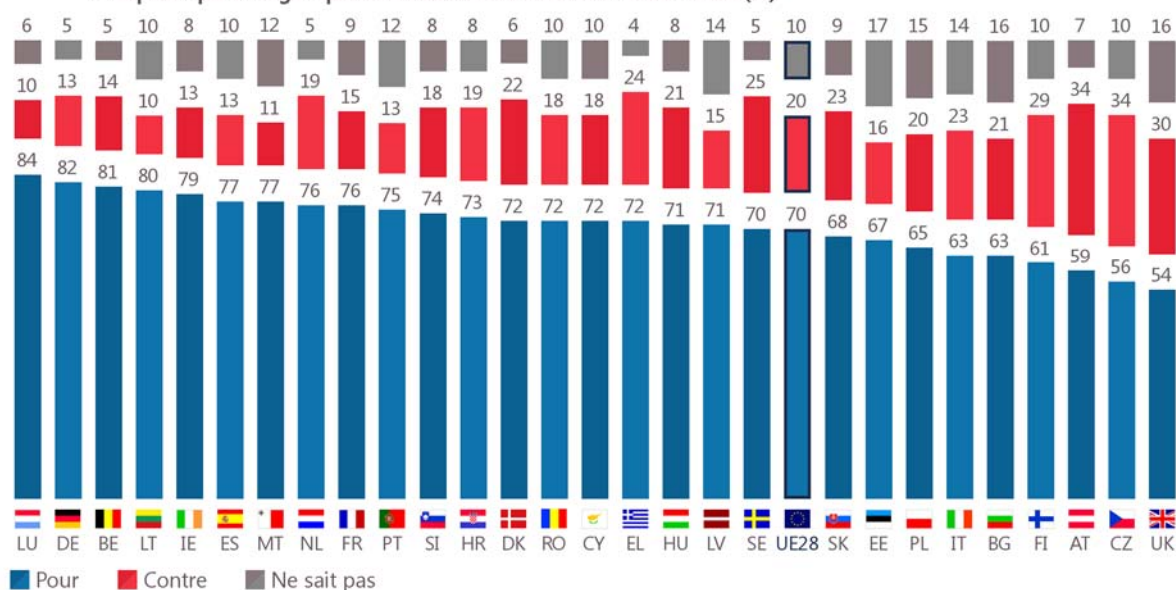


3 L'Union de l'énergie

Sept Européens sur dix se déclarent en faveur d'une politique énergétique commune des Etats membres de l'UE (70%), tandis que 20% y sont opposés et 10% répondent « ne sait pas ». Ces proportions n'ont pas évolué par rapport à l'automne 2015. Dans l'ensemble des Etats membres, une très large majorité de personnes interrogées soutient une politique énergétique commune. Les proportions les plus élevées sont observées au Luxembourg (84%), en Allemagne (82%) et en Belgique (81%).

QA17.7 Quelle est votre opinion sur chacune des propositions suivantes ? Veuillez me dire, pour chaque proposition, si vous êtes pour ou si vous êtes contre.

Une politique énergétique commune des Etats membres de l'UE (%)



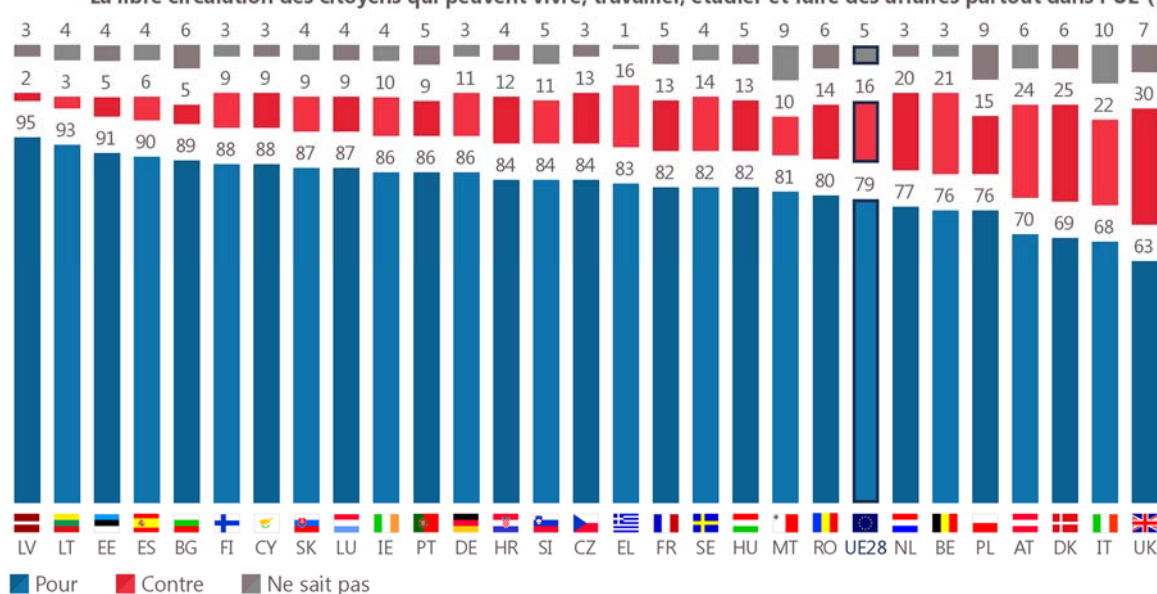
4 Marché intérieur : libre circulation

Près de huit Européens sur dix soutiennent « la libre circulation des citoyens de l'UE qui peuvent vivre, travailler, étudier et faire des affaires partout dans l'UE » (79%, +1 point de pourcentage par rapport à l'automne 2015). Cette opinion est partagée par une grande partie de la population dans l'ensemble des Etats membres, dans des proportions qui varient de 63% au Royaume-Uni à 95% en Lettonie.

Par rapport à l'automne 2015, le soutien à « la libre circulation des citoyens de l'UE qui peuvent vivre, travailler, étudier et faire des affaires partout dans l'UE » s'est renforcé dans 22 Etats membres. Les progressions les plus marquées sont enregistrées en Irlande (68%, +12 points de pourcentage), en Estonie (71%, +9), en Bulgarie (47%, +8), en République tchèque (50%, +7), au Danemark (58%, +7), en France (57%, +7), en Finlande (60%, +7) et au Royaume-Uni (40%, +7). Ce soutien est resté stable en Hongrie (60%) et en Slovaquie (64%) et a reculé au Portugal (54%, -4), en Grèce (61%, -3), en Pologne (58%, -1) et en Allemagne (61%, -1).

QA17.9 Quelle est votre opinion sur chacune des propositions suivantes ? Veuillez me dire, pour chaque proposition, si vous êtes pour ou si vous êtes contre.

La libre circulation des citoyens qui peuvent vivre, travailler, étudier et faire des affaires partout dans l'UE (%)



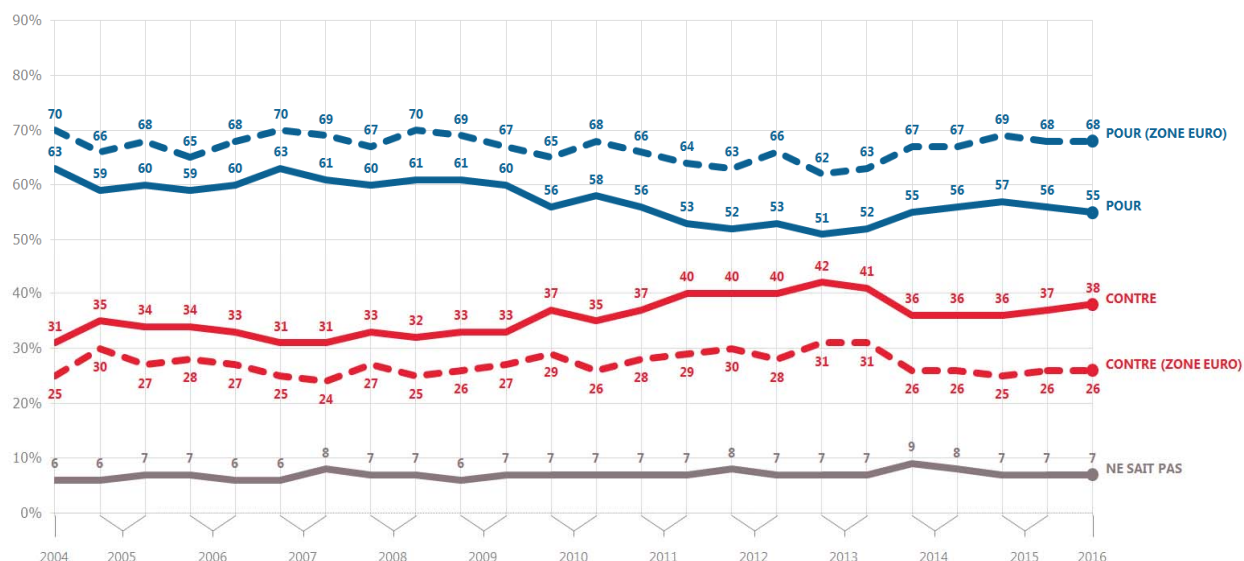
5 Soutien en faveur de l'euro

Soutien en faveur d'une union économique et monétaire européenne avec une seule monnaie, l'euro : tendance

Une large majorité d'Européens soutient « une union économique et monétaire européenne avec une seule monnaie, l'euro » (55%, -1 point de pourcentage), alors que 38% s'y déclarent opposés (+1).

Si plus des deux tiers des personnes interrogées au sein de la zone euro sont favorables à l'euro (68% contre 26%, les deux proportions restant sans changement), une majorité est opposée à la monnaie unique en dehors de la zone euro (61% « contre », +3 points de pourcentage), où le soutien à la monnaie unique a légèrement reculé (31% « pour », -1).

QA17.1 Quelle est votre opinion sur chacune des propositions suivantes ? Veuillez me dire, pour chaque proposition, si vous êtes pour ou si vous êtes contre.
Une union économique et monétaire européenne avec une seule monnaie, l'euro (% - UE)



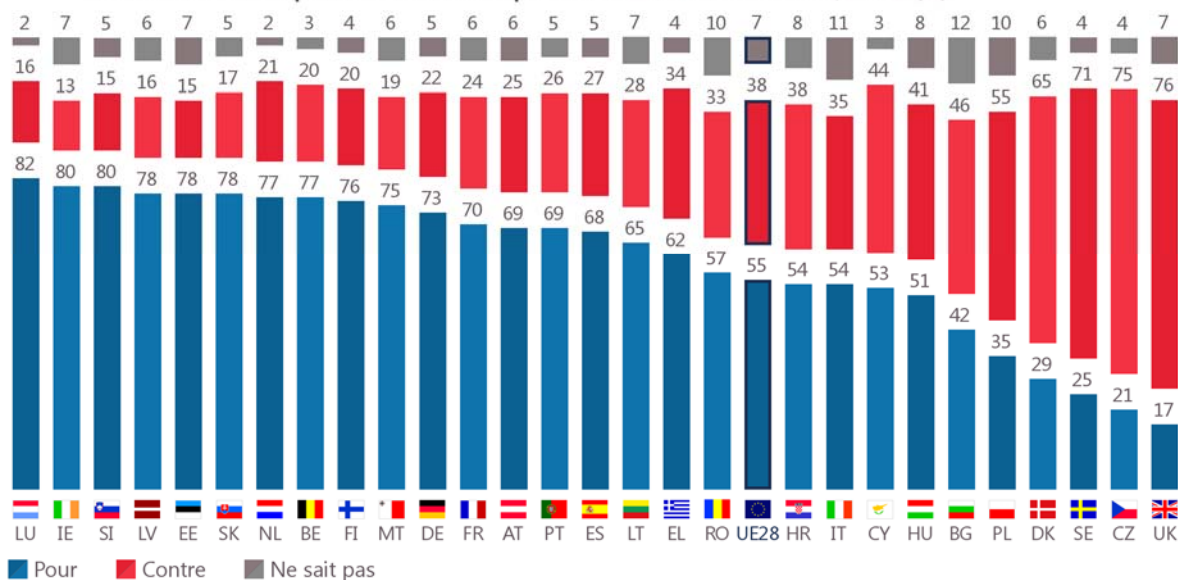
Soutien en faveur d'une union économique et monétaire européenne avec une seule monnaie, l'euro : résultats nationaux et évolutions

Dans 22 Etats membres (ce qui comprend l'ensemble des Etats membres appartenant à la zone euro), une majorité de citoyens se déclare en faveur d'« une union économique et monétaire européenne avec une seule monnaie, l'euro » (comme à l'automne 2015). Dans neuf pays, plus des trois quarts des personnes interrogées sont de cet avis : au Luxembourg (82%), en Irlande (80%), en Slovaquie (80%), en Lettonie (78%), en Estonie (78%), en Belgique (77%), aux Pays-Bas (77%) et en Finlande (76%). Dans six Etats membres, tous situés en dehors de la zone euro, une majorité de personnes interrogées est contre la monnaie unique : au Royaume-Uni (76% « contre »), en République tchèque (75%), en Suède (71%), au Danemark (65%), en Pologne (55%) et en Bulgarie (46% contre 42% « pour »). Dans les trois autres pays hors de la zone euro, une majorité est favorable à la monnaie unique : en Roumanie (57% « pour », 33% « contre »), en Croatie (54% contre 38%) et en Hongrie (51% contre 41%).

Si le soutien en faveur de l'euro a légèrement reculé au niveau de l'UE par rapport à l'automne 2015, il a progressé dans 17 Etats membres. C'est notamment le cas en Autriche (69%, +7 points de pourcentage) et en Lettonie (78%, +6). Le soutien est resté stable dans deux pays et a reculé dans neuf, en tête desquels se trouvent la Grèce (62%, -8) et la Roumanie (57%, -6).

QA17.1 Quelle est votre opinion sur chacune des propositions suivantes ? Veuillez me dire, pour chaque proposition, si vous êtes pour ou si vous êtes contre.

Une union économique et monétaire européenne avec une seule monnaie, l'euro (%)



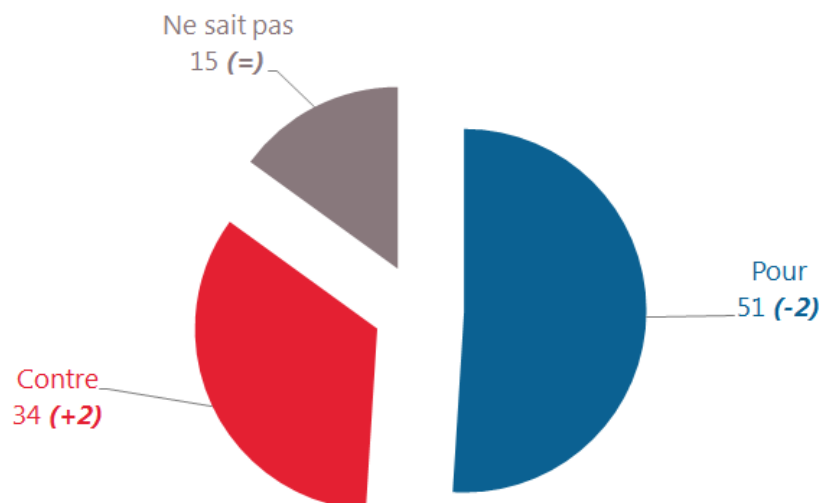
6 Soutien en faveur d'un accord de libre-échange et d'investissement entre l'Union européenne et les Etats-Unis

Environ la moitié des Européens se prononcent en faveur d'« un accord de libre-échange et d'investissement entre l'UE et les Etats-Unis » (51%, -2 points de pourcentage par rapport à l'automne 2015), alors qu'un peu plus d'un tiers y sont opposés (34%, +2) et 15% répondent « ne sait pas » (sans changement). Depuis que la question a été posée pour la première fois, à l'automne 2014, le niveau d'approbation a reculé de manière continue (de 58% à l'automne 2014 à 51%) tandis que l'opposition gagnait du terrain (de 25% à 34%).

Dans 24 Etats membres (les mêmes qu'à l'automne 2015), une majorité de personnes interrogées est favorable à un accord de libre-échange et d'investissement entre l'Union européenne et les Etats-Unis. Les proportions les plus élevées sont enregistrées en Lituanie (77%), en Irlande (70%), en Roumanie et en Suède (68% dans ces deux pays) et au Danemark (67%). A l'inverse, une majorité de citoyens y est opposée en Autriche (70% « contre », contre 20% « pour »), en Allemagne (59% contre 26%), en Slovaquie (52% contre 37%) et au Luxembourg (50% contre 36%). Le soutien en faveur d'un accord de libre-échange et d'investissement a reculé dans 18 pays. Les reculs les plus marqués concernent la Croatie (47%, -8 points de pourcentage), l'Espagne (55%, -8) et la Pologne (59%, -7). Il est resté stable en Bulgarie (58%), aux Pays-Bas (53%) et en France (50%) et a progressé dans sept Etats membres : en Suède (68%, +8), en République tchèque (56%, +7), en Estonie (64%, +6), au Danemark (67%, +5), au Royaume-Uni (64%, +2), en Hongrie (55%, +2) et en Irlande (70%, +1).

QA17.5 Quelle est votre opinion sur chacune des propositions suivantes ? Veuillez me dire, pour chaque proposition, si vous êtes pour ou si vous êtes contre.

Un accord de libre-échange et d'investissement entre l'UE et les Etats-Unis (% - UE)



(Printemps 2016 - Automne 2015)

7 Les questions de migration

Soutien en faveur d'une politique européenne commune en matière de migration

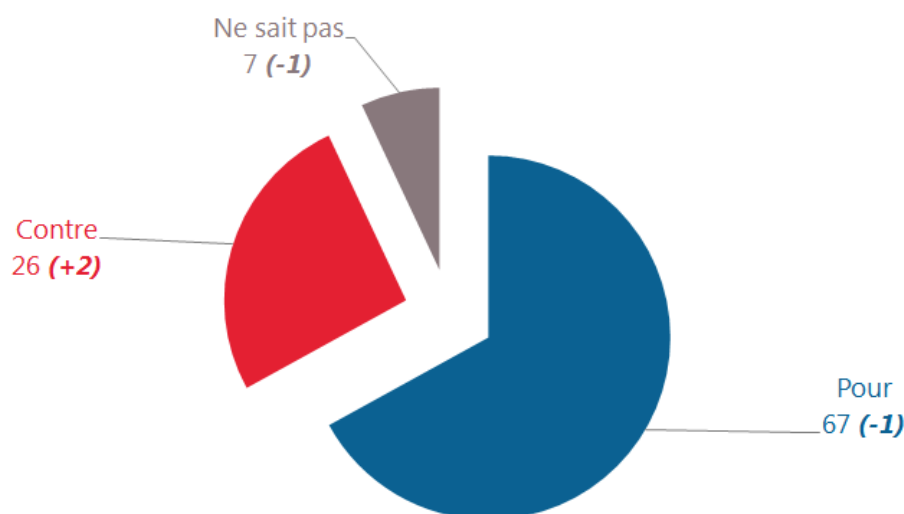
Une importante majorité d'Européens se déclare favorable à « une politique européenne commune en matière de migration » (67%, -1 point de pourcentage par rapport à l'automne 2015 et -6 par rapport au printemps 2015), tandis que plus d'un quart est « contre » (26%, +2 par rapport à l'automne 2015, +6 par rapport au printemps 2015) et que 7% répondent « ne sait pas » (-1).

Dans 26 Etats membres (contre 27 à l'automne 2015), une majorité de personnes interrogées se prononce en faveur d'« une politique européenne commune en matière de migration », le plus fortement au Luxembourg (81%), aux Pays-Bas (81%) et en Espagne (80%). La République tchèque (54% « contre », 41% « pour ») et l'Estonie (44% contre 42%) sont les seuls pays où une majorité de personnes interrogées est opposée à une politique migratoire commune.

Par rapport à l'automne 2015, le soutien à « une politique européenne commune en matière de migration » a progressé dans 11 Etats membres, la plus forte étant enregistrée en France (71%, +7 points de pourcentage). Le soutien est resté stable dans quatre pays et s'est affaibli dans 13 pays, avec les reculs les plus marqués en Pologne (48%, -6) et en Hongrie (49%, -6).

QA17.6 Quelle est votre opinion sur chacune des propositions suivantes ? Veuillez me dire, pour chaque proposition, si vous êtes pour ou si vous êtes contre.

Une politique européenne commune en matière de migration (% - UE)



(Printemps 2016 - Automne 2015)

L'immigration évoque-t-elle des sentiments positifs ou négatifs ?

Près de six Européens sur dix déclarent que **l'immigration de personnes venant d'autres Etats membres de l'UE** leur évoque un sentiment positif (58%, +3 points de pourcentage par rapport à l'automne 2015, +7 par rapport au printemps 2015) ; à l'inverse, 35% (-3 par rapport à l'automne 2015, -5 par rapport au printemps 2015) indiquent qu'elle leur évoque un sentiment négatif. Toutefois, un peu plus d'un tiers des Européens déclarent que **l'immigration de personnes venant de pays en dehors de l'UE** leur évoque un sentiment positif (34%, sans changement), tandis qu'une majorité d'Européens expriment une opinion négative à ce sujet (58%, -1).

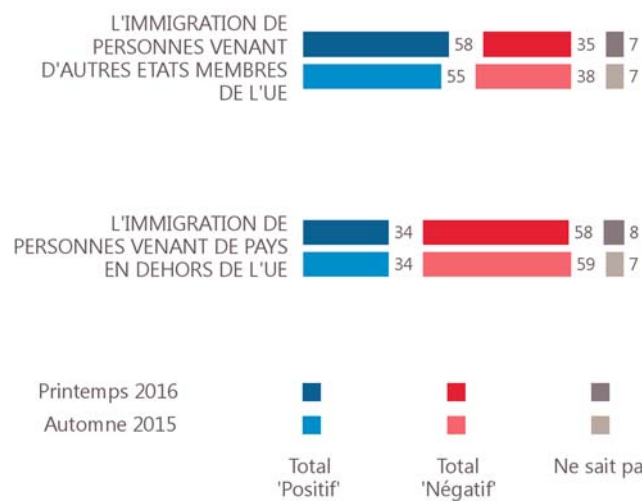
Comme à l'automne 2015, le sentiment positif à l'égard de **l'immigration de personnes venant d'autres Etats membres de l'UE** domine dans 23 pays. Les proportions les plus élevées sont enregistrées au Luxembourg (81% de « positif »), en Suède (78%), en Irlande et en Finlande (77% dans ces deux pays). A l'inverse, une majorité de personnes interrogées éprouve un sentiment négatif à Chypre (58% de « négatif »), en Lettonie (51%), en République tchèque (49% contre 44% de « positif »), en Slovaquie (49% contre 45%) et en Italie (46% contre 45%).

La proportion de personnes interrogées éprouvant un sentiment positif au sujet de **l'immigration de personnes venant d'autres Etats membres de l'UE** a augmenté dans 18 pays. Les progressions les plus marquées sont enregistrées en Grèce (55%, +7 points de pourcentage), en Irlande (77%, +6) et en Autriche (60%, +6). Le sentiment positif a reculé dans neuf pays, mais jamais de plus de trois points.

Dans 24 Etats membres (contre 25 à l'automne 2015), une majorité de personnes interrogées éprouve un sentiment négatif au sujet de **l'immigration de personnes venant de pays en dehors de l'UE**. Plus de huit personnes interrogées sur dix partagent cette opinion en Lettonie (86%), en Slovaquie (84%) et en Hongrie (83%). Comme à l'automne 2015, le sentiment positif domine en Suède (62%), en Irlande (53%) et en Espagne (50%), mais également au Luxembourg (53%), qui rejoint pour la première fois ce groupe restreint.

Les opinions négatives au sujet de **l'immigration de personnes venant de pays en dehors de l'UE** ont reculé dans 18 pays, en particulier au Luxembourg (40%, -12 points), en Croatie (45%, -8), en Slovénie (68%, -8) et en France (57%, -7). A l'inverse, elles se sont renforcées dans huit pays, notamment en Roumanie (64%, +10) et en Suède (36%, +9).

QB4 Veuillez me dire dans quelle mesure chacune des propositions suivantes vous évoque un sentiment positif ou négatif.
(% - UE)

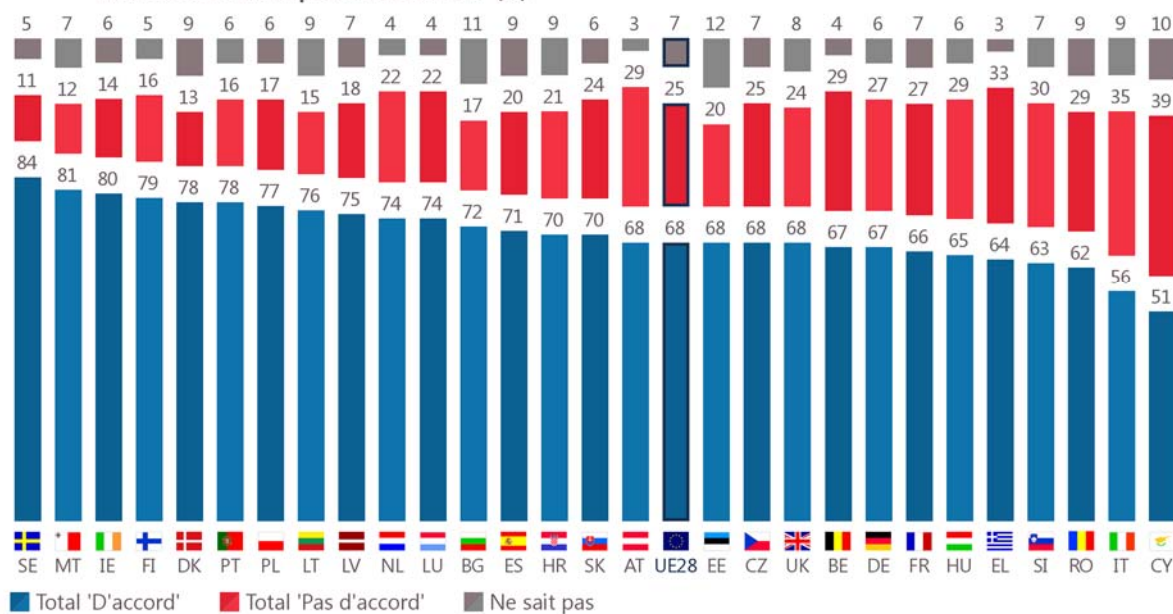


8 L'Union européenne comme acteur mondial

Plus de deux Européens sur trois estiment que la voix de l'UE compte dans le monde (68%), tandis qu'un quart n'est pas d'accord (25%), et 7% répondent « ne sait pas ». Ces proportions n'ont pas évolué par rapport à l'automne 2015. Plus des trois quarts de la population partagent cette opinion dans les pays nordiques – Suède (84%), Finlande (79%) et Danemark (78%) – ainsi qu'à Malte (81%), en Irlande (80%), au Portugal (78%), en Pologne (77%) et en Lituanie (76%).

QA19a.3 Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou pas d'accord avec chacune des affirmations suivantes ?

La voix de l'UE compte dans le monde (%)



V. LA CITOYENNETÉ EUROPÉENNE

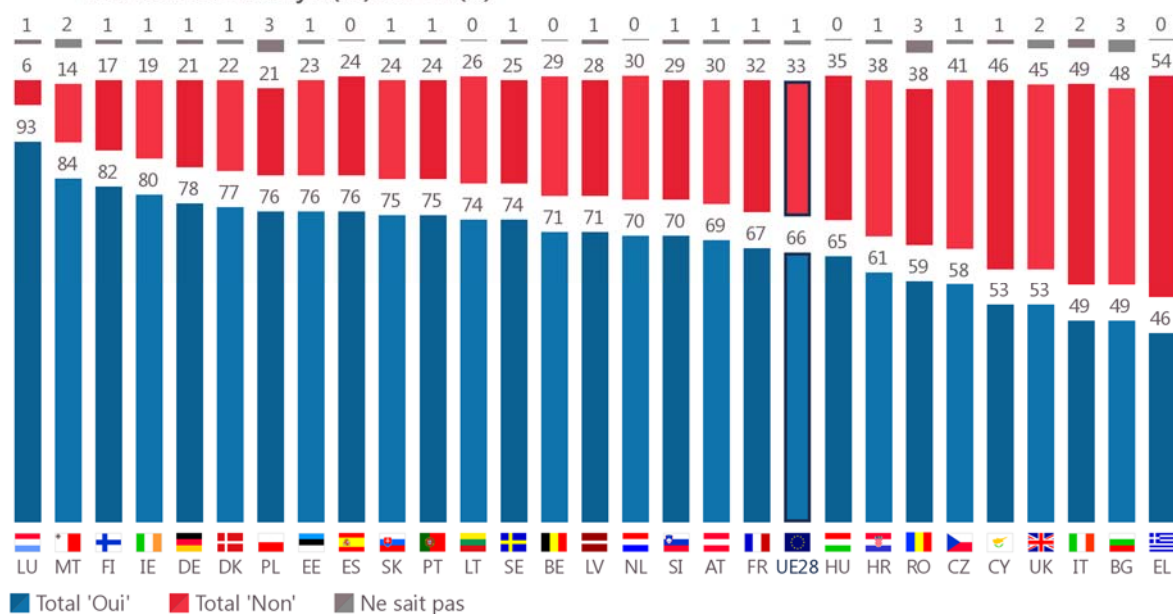
1 Le sentiment de citoyenneté de l'Union européenne : résultats nationaux

Deux Européens sur trois indiquent se sentir citoyens de l'UE (66%, +2 points de pourcentage par rapport à l'automne 2015), alors qu'un tiers d'entre eux n'est pas d'accord avec cette affirmation (33%, -1).

Dans 26 Etats membres (contre 24 à l'automne 2015), les personnes interrogées qui se sentent citoyennes de l'UE sont majoritaires. Cette opinion est la plus répandue au Luxembourg (93%), à Malte (84%), en Finlande (82%) et en Irlande (80%).

Une majorité de personnes interrogées au Royaume-Uni (53%) se sent citoyenne de l'UE, plus qu'en Italie (49%), en Bulgarie (49%) et en Grèce (46%).

QD1.1 Pour chacune des propositions suivantes, dites-moi dans quelle mesure elle correspond ou pas à votre opinion.
Vous vous sentez citoyen(ne) de l'UE (%)



2 Les résultats les plus positifs de l'Union européenne : évolutions

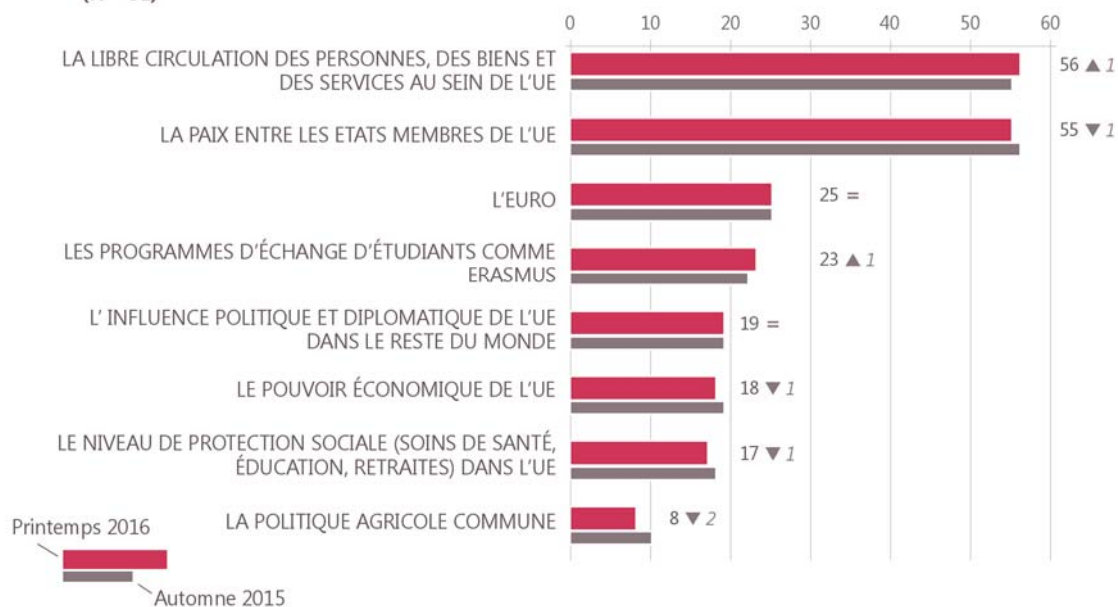
Pour les Européens, « la libre circulation des personnes, des biens et des services au sein de l'UE » (56% des réponses totales, +1 point de pourcentage par rapport à l'automne 2015) et « la paix entre les Etats membres de l'UE » (55%, -1) restent les deux résultats les plus positifs de l'UE. Ces deux réponses arrivent largement en tête depuis décembre 2011, quand la question a été posée pour la première fois¹².

Toutes les autres réponses sont citées par un quart ou moins des Européens, dans un ordre presque identique à celui de l'automne 2015 : « l'euro » est considéré comme le troisième résultat le plus positif (25%, stable), devant « les programmes d'échange d'étudiants comme ERASMUS » (23%, +1), en quatrième position. Mentionnés par moins d'un cinquième des citoyens européens, « l'influence politique et diplomatique de l'UE dans le reste du monde » (19%, sans changement) est en cinquième position, « le pouvoir économique de l'UE » (18%, -1) en sixième et « le niveau de protection sociale (soins de santé, éducation, retraite) dans l'UE » (17%, -1) en septième position. « La politique agricole commune » est loin derrière, mentionnée par moins d'un dixième des Européens (8%, -2).

Tant à l'intérieur de la zone euro qu'en dehors, « la libre circulation des personnes, des biens et des services au sein de l'UE » (55% au sein de la zone euro, 56% en dehors de la zone euro) et « la paix entre les Etats membres de l'UE » (55% dans les deux groupes de pays) sont considérées comme les deux résultats les plus positifs de l'UE. Pour les autres propositions, la hiérarchie diffère : au sein de la zone euro, « l'euro » occupe la troisième position (32%), devant « les programmes d'échange d'étudiants comme ERASMUS » (25%, en quatrième position). En dehors de la zone euro, « le niveau de protection sociale (soins de santé, éducation, retraite) dans l'UE » occupe la troisième position (21%), suivi par « les programmes d'échange d'étudiants comme ERASMUS », « le pouvoir économique de l'UE » et « l'influence politique et diplomatique de l'UE dans le reste du monde », à égalité en quatrième position (19%).

¹² Eurobaromètre spécial 379 : « Futur de l'Europe », décembre 2011.

QD3T Parmi les suivants, quel est, selon vous, le résultat de l'UE le plus positif ?
(% - UE)



CONCLUSION

Cette enquête Eurobaromètre Standard (EB85) a été réalisée entre le 21 et le 31 mai 2016, quelques mois après les attaques terroristes de Paris (le 13 novembre 2015) et de Bruxelles (le 22 mars 2016) et quelques semaines avant le référendum sur l'Union européenne au Royaume-Uni (le 23 juin 2016). **Les migrations et le terrorisme constituent aujourd'hui les principales préoccupations des Européens.** Si, d'après les Européens, **l'immigration** reste le principal problème auquel doit faire face l'UE, **le terrorisme** a consolidé sa place en seconde position, après une forte progression. Désormais, il représente également la quatrième préoccupation la plus importante au niveau national.

La confiance dans l'UE reste stable. Après le recul observé entre les enquêtes Eurobaromètre du printemps 2015 (EB83) et de l'automne 2015 (EB84), **la confiance dans l'UE** a légèrement progressé : à 33%, elle reste supérieure à la confiance dans les parlements et les gouvernements nationaux, qui sont toutes deux restées stables. Pour une majorité d'Européens, l'UE évoque une **image** neutre ; un peu plus d'un tiers en ont une image positive, une proportion en baisse pour la deuxième fois d'affilée. La moitié des Européens reste **optimiste quant au futur de l'UE**, mais cette proportion est également en recul pour la deuxième fois d'affilée.

Malgré une légère baisse, la proportion de citoyens de l'UE qui estiment que **leur voix compte dans l'UE** (38%) reste égale ou supérieure à ce qu'elle était entre 2009 et 2013, entre les élections européennes de 2009 et de 2014.

La tendance à l'amélioration du sentiment des Européens à l'égard de leur économie nationale, quasiment continue depuis l'automne 2013, est stoppée : près de quatre personnes interrogées sur dix indiquent désormais que **la situation économique de leur pays** est « bonne » (39%), tandis que 57% affirment qu'elle est « mauvaise ». **Au sujet de l'impact de la crise sur l'emploi**, près de la moitié des personnes interrogées déclarent que « **le pire reste à venir** ». Le pessimisme progresse pour la deuxième fois d'affilée, ce qui n'était jamais arrivé depuis que la question a été posée pour la première fois, au printemps 2009. Près de quatre personnes interrogées sur dix estiment que « l'impact de la crise sur l'emploi a déjà atteint son apogée ».

Le soutien aux priorités politiques de l'Union européenne reste fort : plus de la moitié des personnes interrogées sont d'accord avec l'affirmation selon laquelle **l'argent public devrait être utilisé pour stimuler les investissements dans le secteur privé au niveau de l'UE**, tandis que moins de trois sur dix expriment leur désaccord à ce sujet. Plus de la moitié des Européens se déclarent favorables à « **une union économique et monétaire européenne avec une seule monnaie, l'euro** ». Dans 22 Etats membres, le soutien à l'euro est majoritaire.

Environ huit Européens sur dix soutiennent « **la libre circulation des citoyens de l'UE qui peuvent vivre, travailler, étudier et faire des affaires partout dans l'UE** ». Le soutien en faveur d'« **un accord de libre-échange et d'investissement entre l'Union européenne et les Etats-Unis** » est moins marqué, même si, dans 24 Etats membres, une majorité de personnes interrogées est de cet avis : environ la moitié des Européens y sont favorables, mais cette proportion baisse régulièrement depuis l'automne 2014.

Environ deux tiers des Européens se déclarent favorables à une politique migratoire commune. Par rapport à l'automne 2015, la proportion d'Européens ayant un sentiment positif au sujet de **l'immigration de personnes venant d'autres Etats membres de l'UE** a augmenté : **58% des personnes interrogées partagent ce sentiment.** Toutefois, la même proportion de personnes interrogées déclarent que **l'immigration de personnes venant de pays en dehors de l'UE** leur évoque un sentiment « négatif ».

Enfin, environ deux tiers des Européens **se sentent citoyens de l'UE.** Cette opinion est majoritaire dans 26 Etats membres.

SPÉCIFICATIONS TECHNIQUES

Entre le 21 et le 31 mai 2016, TNS opinion & social, un consortium créé entre TNS political & social, TNS UK et TNS opinion, a réalisé la vague EB85.2 de l'enquête EUROBAROMÈTRE à la demande de la COMMISSION EUROPÉENNE, direction générale Communication, unité « Stratégie, actions de communication corporate et Eurobaromètre ».

La vague EUROBAROMÈTRE 85.2 est l'enquête EUROBAROMÈTRE STANDARD 85 et couvre la population de 15 ans et plus ayant la nationalité d'un des 28 États membres de l'Union européenne et résidant dans un des États membres de l'Union européenne.

L'enquête EUROBAROMÈTRE STANDARD 85 a été conduite également dans cinq pays candidats (la Turquie, l'ancienne République yougoslave de Macédoine, le Monténégro, la Serbie et l'Albanie) et en Communauté chypriote turque. Dans ces pays et en Communauté chypriote turque, l'étude a couvert la population nationale et les citoyens de tous les États membres résidant dans ces pays et territoires et ayant une maîtrise de la langue nationale suffisante pour répondre au questionnaire.

COUNTRIES		INSTITUTES	N° INTERVIEWS	DATES		POPULATION 15+	PROPORTION EU28
BE	Belgium	TNS Dimarso	1,004	21/05/16	30/05/16	9,693,779	2.25%
BG	Bulgaria	TNS BBSS	1,024	21/05/16	30/05/16	6,537,535	1.52%
CZ	Czech Rep.	TNS Aisa	1,044	21/05/16	30/05/16	9,238,431	2.15%
DK	Denmark	TNS Gallup DK	1,007	21/05/16	30/05/16	4,838,729	1.13%
DE	Germany	TNS Infratest	1,592	21/05/16	30/05/16	70,160,634	16.32%
EE	Estonia	TNS Emor	1,012	21/05/16	30/05/16	1,160,064	0.27%
IE	Ireland	Behaviour and Attitudes	1,004	21/05/16	30/05/16	3,592,162	0.84%
EL	Greece	TNS ICAP	1,016	21/05/16	30/05/16	9,937,810	2.31%
ES	Spain	TNS Demoscopia	1,009	21/05/16	30/05/16	39,445,245	9.17%
FR	France	TNS Sofres	1,001	21/05/16	30/05/16	54,097,255	12.58%
HR	Croatia	HENDAL	1,030	21/05/16	30/05/16	3,796,476	0.88%
IT	Italy	TNS Italia	1,016	21/05/16	30/05/16	52,334,536	12.17%
CY	Rep. Of Cyprus	CYMAR	502	21/05/16	30/05/16	741,308	0.17%
LV	Latvia	TNS Latvia	1,003	21/05/16	30/05/16	1,707,082	0.40%
LT	Lithuania	TNS LT	1,009	21/05/16	30/05/16	2,513,384	0.58%
LU	Luxembourg	TNS ILReS	507	21/05/16	30/05/16	457,127	0.11%
HU	Hungary	TNS Hoffmann	1,041	21/05/16	30/05/16	8,781,161	2.04%
MT	Malta	MISCO	510	21/05/16	30/05/16	364,171	0.08%
NL	Netherlands	TNS NIPO	1,022	21/05/16	30/05/16	13,979,215	3.25%
AT	Austria	ipr Umfrageforschung	1,026	21/05/16	30/05/16	7,554,711	1.76%
PL	Poland	TNS Polska	1,004	21/05/16	30/05/16	33,444,171	7.78%
PT	Portugal	TNS Portugal	1,013	21/05/16	30/05/16	8,480,126	1.97%
RO	Romania	TNS CSOP	1,021	21/05/16	30/05/16	16,852,701	3.92%
SI	Slovenia	MEDIANA D.O.O.	1,043	21/05/16	30/05/16	1,760,032	0.41%
SK	Slovakia	TNS Slovakia	1,011	21/05/16	30/05/16	4,586,024	1.07%
FI	Finland	TNS Gallup Oy	1,008	21/05/16	30/05/16	4,747,810	1.10%
SE	Sweden	TNS Sifo	987	21/05/16	31/05/16	7,998,763	1.86%
UK	United Kingdom	TNS UK	1,352	21/05/16	30/05/16	51,174,531	11.90%
TOTAL EU28			27,818	21/05/16	31/05/16	429,974,973	100%*
* It should be noted that the total percentage shown in this table may exceed 100% due to rounding							
CY(tcc)	Turkish Cypriot Community	Lipa Consultancy	500	23/05/16	30/05/16	143,226	
TR	Turkey	TNS Piar	1,026	21/05/16	30/05/16	56,770,205	
MK	Former Yugoslav Republic of Macedonia	TNS BRIMA	1,066	21/05/16	30/05/16	1,721,528	
ME	Montenegro	TNS Medium Gallup	521	21/05/16	30/05/16	501,030	
RS	Serbia	TNS Medium Gallup	1,015	21/05/16	30/05/16	6,161,584	
AL	Albania	TNS BBSS	1,041	21/05/16	30/05/16	2,221,572	
TOTAL			32,987	21/05/16	31/05/16	497,494,118	

Le principe d'échantillonnage appliqué dans tous les Etats participant à cette étude est une sélection aléatoire (probabiliste) à phases multiples. Dans chaque pays, divers points de chute ont été tirés avec une probabilité proportionnelle à la taille de la population (afin de couvrir la totalité du pays) et à la densité de la population.

A cette fin, ces points de chute ont été tirés systématiquement dans chacune des "unités régionales administratives", après avoir été stratifiés par unité individuelle et par type de région. Ils représentent ainsi l'ensemble du territoire des pays participant à l'étude, selon les EUROSTAT-NUTS II¹ (ou équivalent) et selon la distribution de la population habitant dans le pays en termes de zones métropolitaines, urbaines et rurales.

Dans chacun des points de chute sélectionnés, une adresse de départ a été tirée de manière aléatoire. D'autres adresses (chaque Nième adresse) ont ensuite été sélectionnées par une procédure de "random route" à partir de l'adresse initiale. Dans chaque ménage, le répondant a été tiré aléatoirement (suivant la règle du "plus proche anniversaire"). Toutes les interviews ont été réalisées en face à face chez les répondants et dans la langue nationale appropriée. En ce qui concerne la technique de collecte de données, le système CAPI (Computer Assisted Personal Interview) a été utilisé dans tous les pays où cela était possible.

Dans chaque pays, l'échantillon a été comparé à l'univers. La description de l'univers se base sur les données de population EUROSTAT ou provenant des Instituts nationaux de Statistique. Pour tous les pays couverts par l'étude, une procédure de pondération nationale a été réalisée (utilisant des pondérations marginales et croisées), sur base de cette description de l'univers. Dans tous les pays le sexe, l'âge, les régions et la taille de l'agglomération ont été introduits dans la procédure d'itération. Pour la pondération internationale (i.e. les moyennes UE), TNS Opinion & Social recourt aux chiffres officiels de population, publiés par EUROSTAT ou les instituts nationaux de Statistique. Les chiffres complets de la population, introduits dans cette procédure de post-pondération, sont indiqués ci-dessous.

Il importe de rappeler aux lecteurs que les résultats d'un sondage sont des estimations dont l'exactitude, toutes choses égales par ailleurs, dépend de la taille de l'échantillon et du pourcentage observé. Pour des échantillons d'environ 1.000 interviews, le pourcentage réel oscille dans les intervalles de confiance suivants :

Marges statistiques dues au processus d'échantillonnage

(au niveau de confiance de 95%)

tailles d'échantillon en lignes										résultats observés en colonnes									
	5%	10%	15%	20%	25%	30%	35%	40%	45%	50%									
	95%	90%	85%	80%	75%	70%	65%	60%	55%	50%									
N=50	6.0	8.3	9.9	11.1	12.0	12.7	13.2	13.6	13.8	13.9	N=50								
N=500	1.9	2.6	3.1	3.5	3.8	4.0	4.2	4.3	4.4	4.4	N=500								
N=1000	1.4	1.9	2.2	2.5	2.7	2.8	3.0	3.0	3.1	3.1	N=1000								
N=1500	1.1	1.5	1.8	2.0	2.2	2.3	2.4	2.5	2.5	2.5	N=1500								
N=2000	1.0	1.3	1.6	1.8	1.9	2.0	2.1	2.1	2.2	2.2	N=2000								
N=3000	0.8	1.1	1.3	1.4	1.5	1.6	1.7	1.8	1.8	1.8	N=3000								
N=4000	0.7	0.9	1.1	1.2	1.3	1.4	1.5	1.5	1.5	1.5	N=4000								
N=5000	0.6	0.8	1.0	1.1	1.2	1.3	1.3	1.4	1.4	1.4	N=5000								
N=6000	0.6	0.8	0.9	1.0	1.1	1.2	1.2	1.2	1.3	1.3	N=6000								
N=7000	0.5	0.7	0.8	0.9	1.0	1.1	1.1	1.1	1.2	1.2	N=7000								
N=7500	0.5	0.7	0.8	0.9	1.0	1.0	1.1	1.1	1.1	1.1	N=7500								
N=8000	0.5	0.7	0.8	0.9	0.9	1.0	1.0	1.1	1.1	1.1	N=8000								
N=9000	0.5	0.6	0.7	0.8	0.9	0.9	1.0	1.0	1.0	1.0	N=9000								
N=10000	0.4	0.6	0.7	0.8	0.8	0.9	0.9	1.0	1.0	1.0	N=10000								
N=11000	0.4	0.6	0.7	0.7	0.8	0.9	0.9	0.9	0.9	0.9	N=11000								
N=12000	0.4	0.5	0.6	0.7	0.8	0.8	0.9	0.9	0.9	0.9	N=12000								
N=13000	0.4	0.5	0.6	0.7	0.7	0.8	0.8	0.8	0.9	0.9	N=13000								
N=14000	0.4	0.5	0.6	0.7	0.7	0.8	0.8	0.8	0.8	0.8	N=14000								
N=15000	0.3	0.5	0.6	0.6	0.7	0.7	0.8	0.8	0.8	0.8	N=15000								
	5%	10%	15%	20%	25%	30%	35%	40%	45%	50%									
	95%	90%	85%	80%	75%	70%	65%	60%	55%	50%									

1 Chiffres mis-à-jour en août 2015